

Montréal,
samedi
28 février
1998

BOURSE



Montréal ▼	Toronto ▲	New York ▲
Montréal 3643,31 -14,26	Toronto 7092,49 4,82	New York 8545,72 55,05
VARIATION DU JOUR: -0,39% AN: 17,89%	VARIATION DU JOUR: 0,07% AN: 15,40%	VARIATION DU JOUR: 0,65% AN: 23,51%

S&P 500	1049,34	0,66
VARIATION DU JOUR:	0,06%	AN: 31,94%
Nasdaq	1770,51	-6,61
VARIATION DU JOUR:	-0,37%	AN: 35,03%
Dollar CAN	70,24	cents US -0,16
VARIATION DU JOUR:	-0,23%	AN: -4,02%
Dollar US	1,424	\$CAN 0,003
VARIATION DU JOUR:	0,23%	AN: 4,19%
Or	299,10	\$US 4,70
VARIATION DU JOUR:	1,60%	AN: -17,69%
Pétrole	13,30	\$US 0,00
VARIATION DU JOUR:	0,00%	AN: -30,00%



Claude Picher
La catastrophe
du millénaire
Page F 3

LA COURSE AUX REER



Michel Girard

Trop haute la Bourse ?

Si vous faites partie des épargnants qui viennent d'investir dans le marché boursier ou qui avez l'intention de le faire, eh bien bonne chance ! Comme « timing », vous n'êtes vraiment pas chanceux. Pourquoi ? Parce que les probabilités de voir la Bourse chuter significativement sont plus fortes que de la voir grimper de façon sensible.

Prenons le marché américain. Il enregistre de ce temps-ci records après records. Les deux principaux indices boursiers américains, le Dow Jones et le S-P 500, ont bondi de 8 % depuis le début de l'année. L'indice Nasdaq, reconnu pour ses titres spéculatifs, a gagné pour sa part 13 %. Une parenthèse : l'indice Dow Jones, après un début d'année chancelant, a explosé en six semaines de quelque 1000 points, gagnant 13 %.

Pendant ce temps-là, les Bourses de Londres et Paris gagnaient respectivement 12,2 % et 13,3 %. La Bourse allemande y allait d'une progression de 10 % et la Bourse de Tokyo de 8 %.

Par ailleurs, le marché boursier canadien a montré, quant à lui, un peu plus de retenue. Le TSE 300 de la Bourse de Toronto a augmenté depuis le début d'année près de 6 % et le XXM de la Bourse de Montréal de 7 %. À première vue, compte tenu du léger retard qu'on accuse sur la performance des autres grands marchés boursiers, on serait tenté de croire que la Bourse canadienne détient plus de potentiel à la hausse que les marchés nord-américains, japonais et européens.

Mais à mon humble avis, il n'en est rien. La raison ? Le marché boursier canadien est trop dépendant des sautes d'humeur de la Bourse américaine. Quand une sévère correction frappera le marché boursier américain, inévitablement on va se faire rentrer dedans avec la même force. Même chose pour les marchés boursiers européens et asiatiques.

Les chances de faire à court terme un bon coup d'argent avec nos nouveaux placements boursiers apparaissent particulièrement minces, si l'on se fie aux prévisions « 1998 » des 55 gestionnaires des caisses de retraite canadiens. Ils ont anticipé une croissance de 9 % pour la Bourse canadienne et de 8 % pour la Bourse américaine. C'est donc dire que le marché boursier canadien n'aurait plus comme potentiel de croissance qu'environ 2 % et la Bourse américaine, zéro.

La Bourse peut certes poursuivre son ascension. Mais ne serait-il pas plus sage d'attendre une bonne correction (de 7 à 10 %) avant d'investir davantage en Bourse ? La question vaut autant pour les nouvelles Obligations boursières du gouvernement du Québec (axées sur la Bourse de Montréal), que pour la multitude de CPG boursiers vendus dans le cadre de la présente campagne de REER, qu'ils soient axés sur la Bourse de Toronto, ou des marchés américains, européens et asiatiques. N'oubliez pas que le point de départ des nouveaux placements boursiers REER survient au moment où les marchés boursiers sont à leur zénith.

De toute façon, il n'y a pas d'urgence puisque la campagne REER au Québec bénéficie d'une extension jusqu'au 31 mars prochain.

Si la correction n'arrive pas à « temps », vous pourriez laisser trainer votre nouveau REER dans un placement totalement flexible, comme les fonds de marché monétaire, les coupons détachés d'obligations de court terme, les certificats encaissables à court terme.

DOSSIER

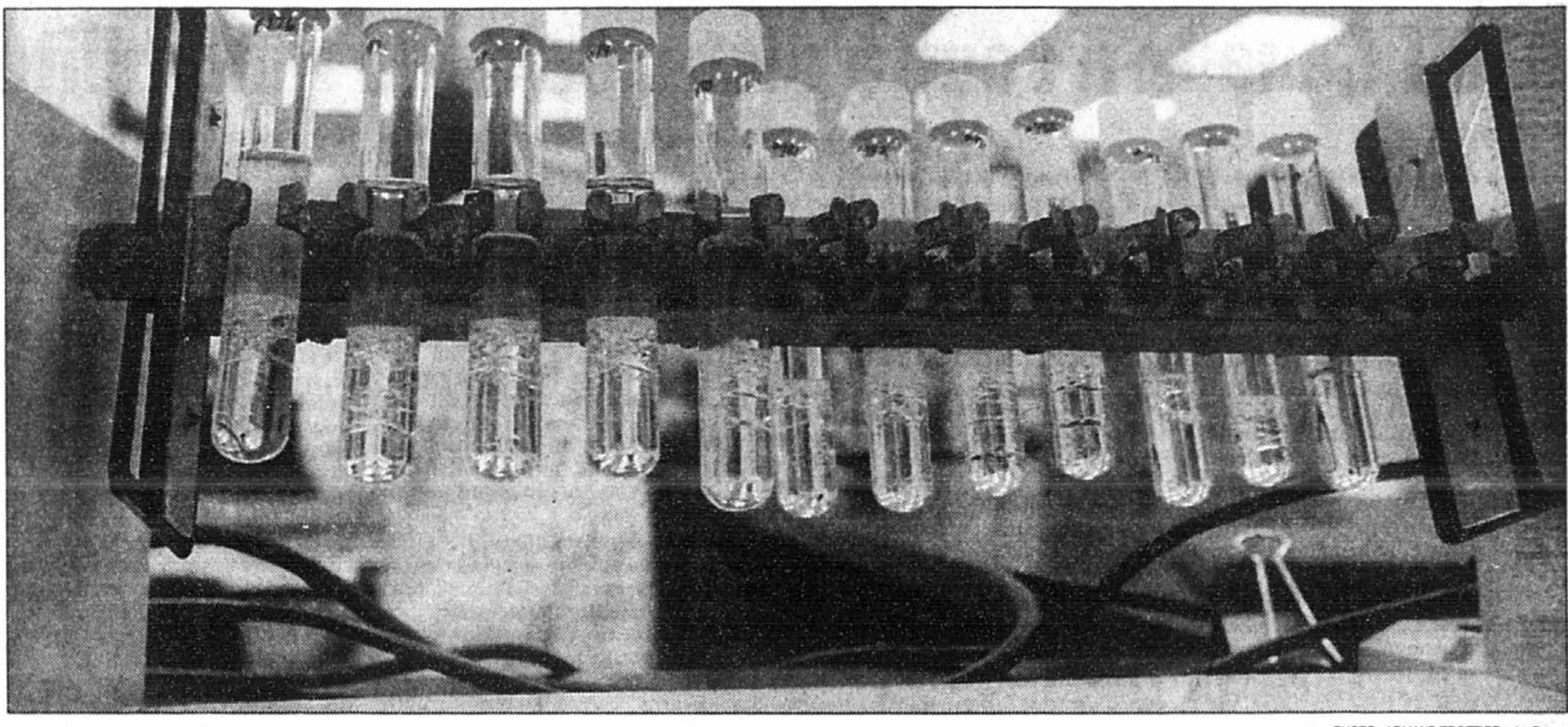


PHOTO: ARMAND TROTIER, La Presse

Aux États-Unis, 80 % des grandes entreprises testent leurs employés pour la drogue, tandis qu'au Canada, le phénomène prend de l'ampleur, sans pouvoir être évalué clairement.

Dépistage de drogues: les entreprises y prennent goût



Charles Grandmont

Le jour où Ross Rebagliati aura marre de sa planche à neige, il devra y penser à deux fois avant de réorienter sa carrière.

Gagnées par la fièvre américaine de la lutte anti-drogue, un nombre croissant d'entreprises canadiennes soumettent leurs futurs employés à des tests de dépistage de drogues. Profitant d'un vide juridique, les patrons font parfois preuve d'un zèle surprenant pour faire la chasse aux individus qui, comme Rebagliati, ont le malheur d'avoir quelques nanogrammes de tetrahydrocannabinol, la substance active de la marijuana, dans leurs veines.

La situation légale est à ce point confuse qu'un simple aspirant balayeur chez Bombardier est soumis à un contrôle plus sévère au chapitre de la drogue qu'un policier de la brigade des stupéfiants de la Sûreté du Québec ou de la Gendarmerie royale du Canada. Dans ces deux corps policiers, aucun test de dépistage n'est en vigueur, une décision motivée par la crainte de contestations devant les tribunaux au nom de la protection de la vie privée.

Dans le secteur privé, de telles considérations pèsent moins lourd. Les gouvernements ont abandonné l'idée de légiférer sur la question ? Qu'à cela ne tienne, les entreprises sont en train de les mettre devant un fait accompli.

« On le fait avec le consentement des personnes impliquées », plaide le porte-parole de Bombardier, Ahmed Galipeau. En effet, un candidat à l'embauche peut toujours refuser de subir un test de dépistage, mais s'il dit non, sa candidature ne sera pas retenue...

Un secret de famille

Aux États-Unis, 81 % des grandes entreprises ont un programme de dépistage de drogues, selon une étude de l'American Management Association menée en 1996. En 1988, un an avant que le président Ronald Reagan n'oblige les entreprises recevant des contrats gouvernementaux à tester leurs employés, seulement 22 % des compagnies s'adonnaient à la pratique.

Au Canada, aucune loi ne force la main aux compagnies, si ce n'est une loi américaine qui s'applique

dans le domaine du camionnage. Bien que la pratique gagne en popularité, il est impossible d'évaluer le nombre d'entreprises pratiquant des tests de dépistage. Aucune étude n'a été menée à ce sujet, et les associations patronales disent ne pas s'être penchées sur la question. « C'est très controversé et les employeurs ne veulent pas s'asseoir avec nous pour en discuter », constate le responsable du dossier à la FTQ, Jean Sylvestre.

Si la question est si sensible, c'est que les entreprises n'aiment pas voir leur nom accolé au mot drogue. Ainsi, la société métallurgique Noranda a adopté il y a deux ans une politique de tests à l'embauche, mais les porte-parole refusent d'en discuter publiquement. En entrevue, le directeur médical de la compagnie, le Dr Jean-Paul Robin, qui était dépisteur en chef au stade Olympique lors des jeux de 1976, ne se gêne pourtant pas pour qualifier le problème de « sérieux ». « On ne veut pas pognier le gars qui fume un joint par année, mais on veut envoyer un message aux utilisateurs réguliers », dit-il.

À l'heure actuelle, la pratique veut que les compagnies ferroviaires et les transporteurs aériens testent à l'embauche leurs employés, des pilotes aux bagagistes, sécurité des passagers oblige. Aux Lignes aériennes Canadiennes par exemple, la moitié des 16 000 postes qui requièrent un test de dépistage à l'embauche.

Dans le transport routier, une loi américaine oblige l'Association canadienne du camionnage à tester au hasard la moitié des 30 000 camionneurs qui franchissent la frontière chaque année. L'industrie n'est toutefois pas à l'aise avec ces nouvelles mesures car le dépistage au hasard n'a jamais passé le test des tribunaux canadiens. « On marche sur des oeufs », dit un porte-parole de l'Association québécoise du camionnage, Sophie Tremblay.

Là où la sécurité du public n'est pas l'enjeu premier, les politiques de dépistage de drogues sont plus délicates à implanter.

En 1992, la pétrolière Esso Impériale innovait dans son secteur avec une politique très sévère sur l'alcool et la drogue. Sa politique a été contestée devant les tribunaux. Une décision récente a conclu que l'alcoolisme et la toxicomanie devaient être considérés comme un

handicap, et qu'Esso a fait preuve de discrimination en pénalisant l'employé alcoolique en cause.

De son côté, la pétrolière, qui a fait appel de la décision vendredi dernier, a toujours invoqué la sécurité des travailleurs pour justifier son programme de dépistage. Le porte-parole de la compagnie, Pierre Desrochers, avoue toutefois que le scandale de l'Exxon Valdez en 1989, où le capitaine du pétrolier avait été accusé, puis blanchi, d'ivresse au travail, n'est pas étranger à l'arrivée de la politique.

En 1991, le tout nouveau programme de dépistage de la Banque Toronto-Dominion a fait l'objet d'une plainte pour discrimination devant la Commission canadienne des droits de la personne. Dans ce cas-ci, la compagnie n'appuyait pas sa politique sur la sécurité du public ou des travailleurs, mais sur l'image d'intégrité qu'une banque se doit de projeter. La TD a obtenu gain de cause en 1994, mais la cause a été portée en appel.

Pour Bell Helicopter, où un réseau de trafic de drogue a été démantelé il y a quelques années, les tests de dépistage à l'embauche adoptés par la suite ont été justifiés par le besoin d'assurer une production sans faille. Bombardier appuie sa politique de tolérance zéro sur les mêmes arguments.

L'employeur policier

Les syndicats contestent évidemment les tests de dépistage, y voyant là un outil beaucoup plus axé sur le contrôle que sur la prévention. Quand QIT Fer et Titane a voulu implanter des tests de dépistage en 1995, le syndicat local, affilié à la CSN, s'est braqué. L'employeur a reculé et n'a conservé que les tests pré-embauche. « On ne peut rien faire pour ceux qui ne sont pas encore engagés », dit le président du syndicat, Pierre Jutras.

Personne ne s'entend sur l'importance du problème de la consommation de drogue en milieu de travail. Selon certains, c'est 10 % de la main d'oeuvre qui en consomme, d'autres parlent de 20 %. La plupart des études nord-américaines d'envergure estiment qu'environ 6 % des travailleurs font usage de drogue, et seulement le tiers de ceux-ci auraient déjà travaillé sous l'effet de la drogue, du cannabis dans la plupart des cas.

Quant aux coûts assumés par les entreprises, les données sont inexistantes, si ce n'est une étude effectuée pour le lobby patronal Alliance pour un Canada sans drogues au début des années 1990. Selon cette étude, l'absentéisme et les accidents de travail liés à la consommation de drogues coûtent 400 millions par année aux entreprises canadiennes.

Aux États-Unis, les grands laboratoires soutiennent que les dix ans de guerre à la drogue en milieu de travail ont porté fruit car les taux de tests positifs sont passés de plus de 10 % à moins de 2 %. Les laboratoires portent un vif intérêt à la question, non pas par excès de moralité mais par souci de profits. L'an dernier, le secteur privé américain a dépensé près de 600 millions US en analyse d'échantillons, selon SmithKline Beecham, qui contrôle 20 % du marché.

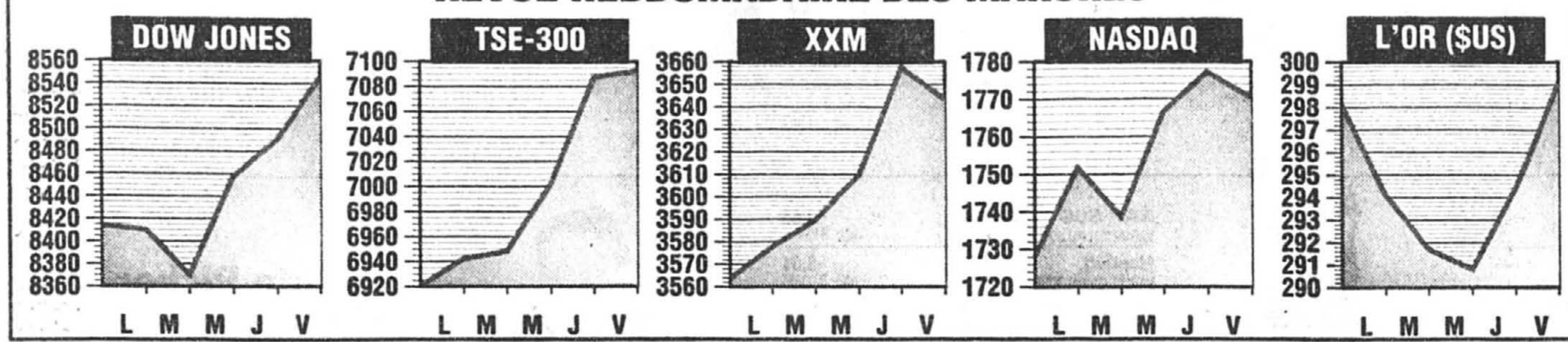
Au Canada, le dépistage de drogue en milieu de travail alimente une industrie d'environ quatre millions, selon Maxxam Analytics, chef de file canadien dans le domaine. « C'est un secteur en croissance », constate le vice-président de Maxxam, le Dr Pierre Baumier. « De plus en plus d'entreprises en font parce qu'elles voient les bénéfices à en retirer, comme le fait d'avoir moins d'employés à problème. »

À elle seule, l'industrie du camionnage a fait apparaître un marché d'un demi-million de dollars. Le hic, c'est que les laboratoires canadiens n'ont pu se faire certifier à temps par les autorités américaines, et les laboratoires du sud de la frontière ont rattrapé la moitié du pactole entre-temps.

Beaucoup d'entreprises de camionnage sont loin d'être convaincues des bienfaits du dépistage. Pour tester ses 200 chauffeurs, Transport Boutin dépense 20 000 \$ par année, sans compter les coûts d'administration. « C'est très lourd », se plaint la directrice des ressources humaines, Sonia Gauthier. « C'est beaucoup d'investissements pour pas grand chose. En deux ans, on a eu que trois tests positifs. »

Ce que redoutent les opposants aux tests de dépistage, c'est leur effet de contagion. Déjà, Esso Impériale demande à ses fournisseurs d'instaurer une politique similaire à la sienne. Et aux États-Unis, des entreprises au départ réticentes face à ces tests ont dû se résigner. « On a dû faire comme nos concurrents, sinon on aurait embauché tous ceux qui avaient échoué les tests de dépistage ailleurs », indique le Dr David Williams, responsable de cette politique chez Nortel, en Caroline du Nord.

REVUE HEBDOMADAIRE DES MARCHÉS



Infographie La Presse

Le Dow crève le plafond

L'indice Dow Jones de la Bourse de New York a crevé le plafond des 8500 points cette semaine après trois records consécutifs grâce à l'apaisement des tensions avec l'Irak et à des achats de fin de mois par les fonds de placement. Les Bourses canadiennes n'ont pas terminé la semaine avec le même brio mais elles empochent néanmoins des gains substantiels en cinq jours. Le TSE a pris 172 points ou 2,5 % et le XXM est 2,2 % plus élevé.

AT&T Canada à courte distance de la rentabilité

MARIE-CLAUDE LORTIE

Après deux ans à la barre d'AT&T Canada, Bill Catucci n'est pas peu fier d'annoncer que sa société commencera enfin à faire de l'argent, dès octobre prochain.

Appelé à la rescousse de l'ancienne Unitel en 1996 alors que les investisseurs quittaient le navire tour à tour et que la société perdait un million par jour, M. Catucci assure que dès l'automne l'entreprise verra ses revenus excéder ses dépenses. Et en janvier, a-t-il affirmé hier lors d'une conférence de presse, la société spécialisée dans les communications interurbaines amorcera une année entièrement profitable.

Voilà cinq ans que la téléphonie interurbaine est déreglée au Canada et que AT&T, d'abord via Unitel, tente de faire des profits dans cette industrie de ce côté-ci de la frontière.

Une étude commandée par AT&T

Canada au groupe de recherche Yankee Group montre que le redressement s'est effectué notamment grâce à une augmentation de la qualité du service et du moral des troupes, une plus grande efficacité et une meilleure performance financière. Exemple de changement : il fallait 18 jours, il y a deux ans, avant qu'AT&T donne suite à une demande d'abonnement. Maintenant, l'attente est de trois jours et demi.

Pendant cette période, la société a aussi pris le nom d'AT&T, une marque reconnue à fort potentiel d'un point de vue marketing, et lancé un programme d'interurbains à rabais à 10 cents la minute au Canada.

Aujourd'hui, dit M. Catucci, les revenus augmentent à un rythme soutenu.

AT&T a ainsi réussi à consolider sa position sur 12 % du marché global de l'interurbain canadien. Mais son PDG tient à signaler que l'entreprise a des parts de marché particulièrement solides dans certains secteurs.

Pour les lignes 1-800, par exemple, elle a une part de 23 % dit-il et plus de 20 % dans le secteur des affaires. Du côté du résidentiel, par contre, elle a une part de marché de moins de 10 %, dit le grand patron de AT&T Canada.

La société, qui concentre donc ses énergies dans les secteurs des affaires mais entend s'attaquer plus vigoureusement au marché des particuliers, est donc en pleine croissance et entend lancer des produits nouveaux dans trois secteurs : les connexions Internet, l'interurbain sur cellulaire et la téléphonie locale. Pour entrer en téléphonie locale,

ce qui ne se fera pas de sitôt, la société cherche un partenaire. M. Catucci est en discussion avec toutes sortes d'alliés possibles, incluant des câblodistributeurs comme Vidéotron et Cogeco. Les sociétés oeuvrant dans la téléphonie sans fil sont aussi « une option ».

Le plan stratégique pour l'entrée en téléphonie locale n'est pas arrêté, a expliqué Denis Trudeau, vice-président aux ventes, pour le Québec. Le CRTC n'a même pas encore donné tous les morceaux de l'équation. Les entreprises ne savent pas, par exemple, si les numéros actuels seront transférables, un élément de marketing crucial vu la difficulté de convaincre les clients potentiels de changer de vendeur local s'il faut aussi changer de numéro. Cela dit, AT&T offre depuis six mois des services locaux à ses clients d'affaires en revendant des services achetés en vrac chez Bell à bas prix et ré-emballés avec des services interurbains.

Investissement de 63,4 millions à The Gazette

ROLLANDE PARENT
de la Presse Canadienne

La décision de Southam Inc. d'investir 63,4 millions dans une nouvelle imprimerie et l'achat de deux presses offset pour le quotidien The Gazette n'a rien à voir avec le projet de mise en place d'un quotidien national.

« La capacité actuelle d'impression du quotidien montréalais est suffisante au cas où le projet de créer un nouveau journal national voyait le jour », a déclaré le président du conseil d'administration de Southam Inc, Conrad Black, hier, à Montréal.

La décision de lancer ou non un quotidien national sera annoncée d'ici la fin du mois de mars, prévoit M. Black.

Si le projet reçoit le feu vert, le journal national sortira à la fin de cette année, a ajouté l'homme d'affaires.

M. Black a indiqué qu'il restait des questions techniques à régler, questions reliées aux heures de tombée et à la distribution, notamment.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle imprimerie sera construite à compter de septembre prochain dans le secteur montréalais de Notre-Dame-de-Grâce. Les travaux devraient être terminés en juillet de l'an 2000. La bâtisse de 156 000 pieds carrés sera située sur le côté nord de la rue Saint-Jacques, à l'ouest du boulevard Cavendish.

Les deux nouvelles presses permettront d'offrir davantage de couleur sur les pages frontispices de la plupart des cahiers de The Gazette ainsi qu'une impression en noir et blanc beaucoup mieux définie.

Chacune des deux presses pourra imprimer environ 40 000 exem-



PHOTO PC

« La capacité actuelle d'impression du quotidien montréalais est suffisante au cas où le projet de créer un nouveau journal national voyait le jour », a déclaré le président du conseil d'administration de Southam Inc, Conrad Black,

plaires d'une édition de 72 pages à l'heure.

The Gazette croit pouvoir offrir une livraison garantie avant six heures le matin en semaine tout en présentant les résultats sportifs fi-

naux dans la plupart des exemplaires.

« Il sera bientôt révolu le temps des oeufs verts et des côtes de boeuf grises », a soutenu, hier, le président et éditeur du quotidien

devant un bon groupe d'employés.

À l'exception des gens qui travailleront à l'imprimerie et à la distribution, les autres employés de The Gazette continueront d'oeuvrer au centre-ville de Montréal, mais pas nécessairement dans l'édifice actuel, rue Saint-Jacques, dans le quartier des affaires.

M. Goldbloom envisage la vente de l'édifice.

Le cas échéant, The Gazette pourrait devenir locataire.

Si cela est impossible, les employés seront relogés ailleurs au centre-ville.

Dans son allocution aux employés, M. Goldbloom a rappelé qu'il avait annoncé le projet d'une nouvelle imprimerie il y a quatre ans.

Le terrain avait été acheté mais le projet avait été mis sur la glace pour des raisons politiques.

« Le conseil d'administration de Southam, à Toronto, s'est montré enthousiaste et n'est pas effrayé par la situation politique actuelle. Quelle que soit l'issue, il est important que la communauté anglophone puisse se faire entendre », a-t-il dit.

De son côté, M. Conrad Black a indiqué qu'il était temps que le quotidien The Gazette soit imprimé de façon moderne et très lisible et a confirmé que les dirigeants de Southam « n'ont pas peur, ne sont pas inquiets ».

« Faut-il y voir un geste de confiance dans la situation politique québécoise », lui a demandé un journaliste.

« C'est certainement un geste de confiance qu'il y aura toujours une communauté anglophone et fédéraliste au Canada. Comme vous le savez, s'il le faut, nous sommes des avocats du remaniement de la carte », a-t-il dit.

L'inflation est restée très basse en janvier

JACQUES BENOIT

Le taux d'inflation est resté très bas en janvier, le prix de l'ensemble de biens et de services utilisés pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation (IPC) n'ayant augmenté que de 1,1 % par rapport à janvier 1997.

« C'est très faible. C'est au bas de la fourchette cible de la Banque du Canada, qui est entre un et trois pour cent », a déclaré M. Denis Boudreau, économiste aux bureaux montréalais de Statistique Canada.

Économiste principale à la Banque Royale, Mme Lise Bastarache... juge qu'il n'y a pas là de quoi fouetter un chat !

« C'est aussi excitant que d'habitude. Il n'y a pas grand-chose à dire. On est vraiment dans un contexte anti-inflationniste. Les économistes qui tournent plus lentement ont un taux plus bas, celles qui tournent plus rapidement un taux plus élevé. C'est une bonne nouvelle, mais il n'y a pas de nouvelle », fait-elle observer.

Au dire de Mme Sylvie Riopel, économiste au Mouvement Desjardins, la hausse est cependant un peu plus élevée que prévu. « On était à 0,7 % en décembre, et on s'attendait à ce que le taux soit de 0,9 % en janvier. Mais ça reste très bas », dit-elle.

Le Québec s'est signalé à sa façon, avec un taux de 1,9 % (comparativement à 0,9 % pour l'Ontario), à cause essentiellement de la hausse de la taxe de vente (TVQ) qui est passée en janvier de 6,5 à 7,5 %, mais également de la forte augmentation des prix des légumes frais.

« La TVQ touche tous les produits, sauf les aliments, dit M. Boudreau. Et ça se traduit directement au niveau du taux d'inflation. »

Par rapport à décembre

Par rapport à décembre, le taux a grimpé dans l'ensemble du Canada de 0,6 %, environ la moitié de cette augmentation étant attribuable à la très forte hausse des prix

des légumes frais, qui s'est élevée au niveau exceptionnel de 26,5 % à cause du temps froid qui a frappé en décembre le sud-ouest des États-Unis et le Mexique.

A également joué la hausse de 0,8 % des prix des véhicules-automobiles, alors que c'est normalement l'inverse qui se produit en janvier.

Raison : en décembre, au contraire, les prix des véhicules ont reculé, bien que la demande ait été très forte, les manufacturiers et les concessionnaires s'étant bagarés pour attirer toute cette clientèle, explique en substance l'économiste de Statistique Canada. « C'est un effet de la concurrence, les consommateurs étaient au rendez-vous dans les salles de montre. On a un petit redressement en janvier, qui est un peu le retour à la normale. »

Pour les mêmes motifs (hausse de la TVQ et des prix des légumes frais), l'augmentation du taux au Québec de décembre à janvier a été nettement plus forte

que pour l'ensemble du Canada, à 1,2 %, comparativement à la moitié de cela (0,6 %) à la fois dans le cas de l'Ontario et de l'ensemble canadien.

« Beaucoup de hausses de prix proviennent des gouvernements, signale à ce sujet Mme Riopel, du Mouvement Desjardins. Il y a la hausse de la TVQ, les prix des services téléphoniques qui sont réglementés, il y aura en février la hausse des prix des taxes sur les cigarettes. »

Enfin, la base servant à calculer la hausse des prix (100 points à partir d'une année donnée) a été modifiée en janvier, l'année de référence étant devenue 1992, tandis que c'était encore 1986 en décembre.

Cela ne change rien au taux d'inflation, signale M. Boudreau, le vrai changement étant dans le choix des biens et des services utilisés pour mesurer le taux, dont on a modifié l'importance relative pour que l'ensemble soit conforme aux modifications des habitudes de consommation.

TRANSACTIONS D'INITIÉS

Financière Power : le président vend pour 19 millions d'actions

MARTIN VALLIÈRES

Le président et chef de la direction de la Corporation financière Power, Robert Gratton, a vendu la majeure partie de son avoir en actions ordinaires de l'entreprise, le deux janvier, pour une valeur légèrement supérieure à 19 millions.

La transaction portait sur 400 000 des 555 000 actions ordinaires qu'il détenait. Elles ont été vendues sur le marché à 48,20 \$ l'unité, pour une somme totale de 19 280 000 \$.

Mais si M. Gratton avait attendu jusqu'à ces jours-ci, il aurait obtenu environ 50 \$ par action. Pour les 400 000 actions vendues, il aurait obtenu tout juste 20 millions. Dommage.

■ Alimentation Couche-Tard : Le vice-président Jacques D'Amour a exercé des bons de souscription pour 22 900 actions le 31 décembre 1997, au prix unitaire de 4,50 \$.

L'action ces jours-ci autour de 15,50 \$, ce qui équivaut à une plus-value théorique de 250 000 \$.

■ Cartons St-Laurent : la société de gestion de placement Trimark a rajouté 600 000 actions aux 5,7 millions qu'elle détenait déjà. L'achat a eu lieu le 7 janvier au prix du marché d'environ 18 \$ par action, juste au-dessus du plancher de 16 \$ depuis 52 semaines.

■ Clearnet Communications : la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) a vendu 5500 actions à un prix variant de 18,05 à 18,85 \$ par action entre les 2 et 8 décembre derniers. Il lui reste néanmoins 598 003 actions de l'entreprise de téléphonie sans fil.

■ Corp. minière Franco-Nevada : La société de gestion de fonds d'investissement AIC (Advantage) a acheté 238 500 actions ordinaires durant le mois de décembre, à des prix variant de 24,19 \$ à 28,64 \$ par action. Franco-Nevada se négocie ces jours-ci autour de 30 \$ par action.

■ Héroux : une filiale de la Caisse de dépôt, Capital d'Amérique CDPQ, a acheté 244 900 actions à 3,32 \$ par action, le 18 décembre. Elle détient maintenant 2,1 millions d'actions du fabricant de trains d'atterrissage de Longueuil, qui cote ces jours-ci autour de 4,90 \$ en Bourse.

■ Intrawest : La Caisse de dépôt et placement a rajouté 459 000 actions ordinaires durant le mois de décembre, à des prix variant de 12,22 \$ à 12,54 \$ par action. Elle en détient maintenant 599 300 actions de la firme de logiciels, l'équivalent de 7,3 millions au prix courant de 12,20 \$.

■ Saputo : l'un de ses administrateurs, Pierre Bourgie, a obtenu le 12 décembre des bons de souscription pour 200 000 actions du géant fromager, au bénéfice de sa firme Bourgie Capital. Les bons ont été émis à une valeur de 25 \$ par action. Saputo cote ces jours-ci autour de 32 \$ en Bourse.

■ Télé globe : une filiale de la Caisse de dépôt et placement, Capital Communications CDPQ, a vendu 2,5 million d'actions il y a quelques jours, au prix de 49,75 \$ l'unité, ou l'équivalent de 124 millions \$. Il lui en reste 4,8 millions, ou 8,5 % du total.

NDLR : Cette chronique hebdomadaire rapporte les transactions, de vente ou d'achat, que des actionnaires privilégiés ont effectuées sur le marché boursier. Les informations proviennent de la Commission des valeurs mobilières du Québec. Font partie des initiés, les individus qui occupent une position privilégiée dans les entreprises inscrites en Bourse, soit les dirigeants, les administrateurs, les principaux actionnaires (compagnies incluses), etc.

La catastrophe du millénaire

Les premières Bourses du millénaire n'ont pas encore été distribuées que l'on peut déjà prévoir que ce projet débouchera sur une catastrophe économique d'une ampleur inouïe.

Ceux qui ont quelque mémoire se souviennent sans doute de la longue liste de fiascos dus aux malencontreuses idées d'un gouvernement qui ne pense pas plus loin que le bout de son nez : le gouffre ridicule de Katimavik, le ruineux Programme d'initiatives locales, la désastreuse Politique énergétique nationale, le stupide crédit d'impôt à la recherche scientifique, toutes des mesures introduites par les libéraux, dans la plus pure tradition des gouvernements taxateurs et dépensiers. Les Bourses du millénaire s'inscrivent exactement dans la même lignée.

Laissons aux politologues le soin de disserter sur les chicanes de taverne que cette intrusion fédérale dans un champ de compétence provinciale a déjà commencé à attiser, et qui ne feront que s'amplifier. Tous les ingrédients d'un nouvel affrontement majeur sont réunis. Comme si on avait besoin de ça...

Sur le plan des finances publiques, l'initiative est irresponsable. Certes, le déficit a été éliminé, et les prévisions extrêmement prudentes du ministre Paul Martin camouflent d'énormes surplus. Même si les finances d'Ottawa sont en meilleure santé que ne le prétend le ministre, elles demeurent hautement vulnérables. Le gouvernement fédéral doit continuer de financer une dette dont les intérêts coûtent, et continueront de coûter, plus de 40 milliards par année. Qu'arrive la moindre récession, que les taux d'intérêt se remettent à grimper, et on risque de se retrouver dans le même merdier qu'il y a cinq

ans. Ce n'est vraiment pas le temps de se remettre à dépenser.

On peut certainement, aussi, se poser des questions sur la pertinence d'injecter des milliards additionnels dans le secteur de l'éducation. Parmi les pays industrialisés, le Canada, même en tenant compte des récentes compressions, figure parmi ceux qui consacrent le plus d'argent à l'éducation, mais les résultats qu'il obtient sont, au mieux, passables. Au Québec, le taux de décrochage est une véritable tragédie. Nous nous sommes dotés d'un système aussi coûteux qu'inefficace, et ce n'est pas en y pompant encore plus de fonds publics qu'on corrigera cela.

Ajoutons enfin qu'en dépit des hurlements de leurs dirigeants, les étudiants canadiens (et c'est encore plus vrai au Québec) sont parmi ceux qui paient le moins de frais de scolarité. Et que, du moins pour ceux qui ne s'attendent pas à avoir tout cuit dans le bec et qui acceptent de se grouiller le derrière, les étudiants d'aujourd'hui seront les privilégiés de demain. Ottawa n'a nullement besoin de gaspiller l'argent des contribuables pour leur en donner davantage.

Toutes ces raisons devraient être suffisantes pour que le gouvernement fédéral se rende compte à quel point il fait fausse route.

Si, au moins, on pouvait se dire que tout ce gaspillage, au bout du compte, apportera quand même quelque chose, ce serait un moindre mal. Mais non. Pire : avec les Bourses du millénaire, le Canada se tire royalement dans le pied.



Claude Picher

À coups de milliards de dollars, le Canada va donc former des centaines de milliers de nouveaux diplômés.

Lorsque les premiers boursiers du millénaire arriveront sur le marché du travail, vers 2003, ils formeront évidemment un contingent de demandeurs d'emplois extrêmement mobiles. L'immense majorité d'entre eux n'auront encore ni famille, ni maison, ni placements, ni emploi.

Leur principal atout sera leur diplôme universitaire, qui leur permettra d'aspirer à des emplois bien rémunérés.

Or, pour les contribuables à revenus élevés, la fiscalité canadienne ne soutient pas la comparaison avec les États-Unis. Pour les hauts salariés, le taux marginal d'imposition, au Canada, est de 53 %, contre 39 % chez les Américains.

Les États-Unis recrutent avidement les cerveaux, partout à travers le monde. C'est d'ailleurs une de leurs forces que de pouvoir attirer les meilleurs. Au cours des prochaines années, avec la situation de plein emploi que connaissent nos voisins du Sud, il y a toutes les chances pour que les démarches des employeurs américains soient encore plus pressantes.

Dans le secteur de la santé, il y a belle lurette que les hôpitaux américains, avec un certain succès, courtisent médecins et infirmières formés au Canada. Les employeurs américains s'occupent des formalités administratives, y compris les démarches auprès des autorités de l'immigration : ils offrent

des équipements plus sophistiqués, de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail. Et ceux qui acceptent savent qu'ils paieront beaucoup moins d'impôts. La fiscalité canadienne n'est tout simplement pas compétitive.

Regardez bien ce qui va se passer dans cinq ans.

Des milliers de jeunes diplômés canadiens, médecins, techniciens, ingénieurs, économistes, administrateurs, comptables, dentistes, vétérinaires, sociologues, chercheurs, juristes, tous formés à coups de milliards à même les taxes des contribuables canadiens, tous extrêmement mobiles, tous surtaxés dès leur premier emploi, seront l'objet de propositions alléchantes des employeurs américains.

Beaucoup acceptent, pour des raisons évidentes. Voilà pourquoi il n'est aucunement exagéré de parler de tragédie.

Le Canada vit collé sur le pays le moins taxé de la planète. C'est aussi un voisin qui n'est pratiquement pas touché par le chômage, et qui offre donc de bien meilleures perspectives d'emploi. Les barrières culturelles et linguistiques sont pratiquement inexistantes.

Dans ces conditions, il est complètement fou de dépenser des milliards pour produire des diplômés à la pochetée, tout en maintenant des impôts élevés pour les hauts salariés. Il y a une énorme et ruineuse contradiction entre le projet du gouvernement Chrétien et la réalité fiscale canadienne. Les deux ne vont pas ensemble.

La triste réalité est la suivante : avec ses Bourses du millénaire, le Canada, durement touché par le chômage, subventionnera les employeurs américains !

Intelligente façon de miser sur l'« économie du savoir » en ce début de millénaire.

La Laurentienne acquiert les REER et les FERR du Trust National

Presse Canadienne

La Banque Laurentienne s'est portée acquéreur du portefeuille du Service de courtage fiduciaire de Trust National.

Le Service de courtage fiduciaire oeuvre auprès des intermédiaires financiers à titre de fiduciaire pour les régimes enregistrés d'épargne-retraite et les fonds enregistrés de revenus de retraite, ainsi que les prêts à l'investissement.

Le Trust National est une filiale de la Banque Scotia. La Banque Laurentienne a annoncé par voie de communiqué que l'entente finale pourrait être conclue au cours des prochaines semaines.

Le prix de la transaction n'a pas été divulgué.

En acquérant North American Trust en 1996, la Banque Laurentienne a accru ses services auprès des planificateurs financiers, des conseillers en placement et des courtiers en assurances, en dépôts ou en valeurs mobilières.

700 Affaires

705 FINANCEMENT
1er et 2e hypothèque
Balance de vente
Financement intrinsèque
ACE MORTGAGE CORP.
731-8585
R 705

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
DEMARREZ votre entreprise dans le domaine du recyclage de cartouches d'imprimante laser, et fournitures d'impression. 893-2241.
DISTRIBUTEUR à collections Clients fournis. Investissement min. 514-848-9759

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
MENAGE-AIDE
Créé avec nous 2 emplois, votre emploi et celui de votre conjoint(e) ou celui d'un ou d'une de vos proches, et ceci pour les prochains 10 ans. Salaire de 600\$/sem. à 20\$/l'heure pour répondre à votre besoin? Joignez notre réseau de 25 franchises Ménage-Aide établies depuis 1983 en entrant en gestion, résidentiel, à visiter régulière. Formation complète et clientèle fournie par Ménage-Aide. Capital requis max. 12 000 \$
(514) 871-9333

714 FRANCHISES
FRANCHISES et territoires disponibles pour personnes habiles manuellement et sens de l'entreprise. 5000 \$, 1-888-715-0974
MAIL BOXES ETC.
Services d'affaires et de communications. La franchise non-alimentaire No 1 au monde 1-800-449-6245 au Québec

718 ARGENT A PRETER OU DEMANDE
INVESTISSEMENT rapportant 15-34 % non taxable, capital et intérêt garantis. 819-691-7053
RECHERCHE 80 000 \$ 1ere hypothèque, veut payer 10 % d'intérêt, très bien garanti. M. Leblanc 327-3213
RECHERCHE prêt hypothèque. 60 000 \$ 2e ans. 936-0967

718 ARGENT A PRETER OU DEMANDE
2ere-2e hyp. res. comm. ind. Bal. vente. Dencol 342-1356
725 TENUE DE LIVRES, IMPOT
COMPTABILITE, IMPOT R.J. Paquin, C.A. 992-4054
RAPPORTS d'impôts, curriculum vitae, travaux d'étudiants. Liette 354-6714

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
ASSOCIES(ES) ou investisseur(s) pour nouveau concept en progression domaine de l'alimentation. Int.: 721-5700

EN PRIMEUR
Un fabricant international de produits chimiques recherche des distributeurs sérieux. Si vous cherchez un commerce qui grandira au-delà de vos espérances, le voilà. Nous fabriquons certains des produits les plus puissants pour usage spécialisé, conciergeries et secteurs commercial, industriel et résidentiel. Le marché est illimité et les profits sont énormes. Soutien technique complet et possibilité de financement pour candidats choisis. Investissement minimum de 18 500 \$. Téléphonez au (514) 963-8161 dép. 10, pour prendre rendez-vous.

POUR DISTRIBUTEURS
Carnets promotion 2 pour 1 économiques + de 500 \$
Vente détail 105, profits 75%
CARTE EXTRA 514-849-5629

RESTAURANTS POK-NIK
Excellent choix de restaurants. Pour info.: 739-7939

SECOND CUP franchise
disponible, localisée au Centre-Ville, bon concept profitable, emplacement idéal, une combinaison à succès. Pour plus d'information, s.v.p. contactez M.W.M. Consultants inc., Yves Lajeunesse au 525-0810

715 SERVICES FINANCIERS
FINANCEMENT, DEMARRAGE, Plan d'affaires
GROUPE ONYX, 956-9596

ATELIER DE BOIS
Planchers, moulures, meubles, 159 000\$. Ste-Anne-des-Plaines M. Larocque. Max-Immo crr 990-4666.

CENTRE VILLE commerce courtois, bonne clientèle, aucune expertise nécessaire. 160 000 \$. Danielle Grosenbacher, 426-1224
Groupe National Mtl crr

EXCELLENTE OPPORTUNITÉ !!
Emplacements de tabagies et cafés disponibles. Nouveaux et établis à Montréal (centre-ville), Rive-Sud, Québec, etc.
Tabagie GATEWAY (514) 737-3883

712 ASSOCIES DEMANDES
FEMME ou homme, boutique d'antiquités. 596-2597

714 FRANCHISES
A QUI LA CHANCE?
Franchise de détail, vente et réparation d'équipement de golf, clientèle établie, 4e année d'opération, excellent potentiel. Doit vendre vitres. 681-1717

MODELES de planification financière pour analyse d'affaires, actionnaires, prêteurs. En débutant par les données détaillées coût/prix (par produit, groupe de produits, division, etc.) jusqu'à la consolidation au niveau corporatif. Tous les modèles sont créés sur mesure et complètement automatisés en utilisant Excel Visual Basic. 16 ans d'exp. en analyse et planification. Consultation Stan Solman, 514-421-3612, en tout temps.

CHEZ toi double \$ \$ business
liquidation. Futur, Antoine Ménard, MAX-IMMO CM courtier immobilier 529-7275.

FOYER personnes âgées
St-Armand campagne, capacité 23 personnes, éval. mun. 164 900\$. 149 000\$ nég. Immobilis Ctr. 514-248-4242

FRANCHISE Nutri-Zoo
Boucherville, territoire exclusif, avec petite clientèle. Doit vendre. Mario, 201-4944.

PLAN D'AFFAIRES
Demarrage d'entreprise
Financement. Partenaires.
Gorges Savard 448-1448

CIE DE CATALOGUE
A votre compte de chez vous, pas d'inventaire, travail d'équipe, gagner 1000 \$/mois et +. 687-8189

IL FAUT LE BOIRE!
Aphrodisia café spécial. Extra tonique XXX. 990-3133

IMPIMERIE flexographie
Presse flexo pour étiquettes en rouleaux Mark Handy 6", 2 couleurs, dies, cyl., matériel et acc. 22 500\$. 383-2720

DUNKIN' DONUTS BASKIN-ROBBINS
franchise disponible, bien située, bon chiffre d'affaires, occasion idéale. Pour plus d'information, s.v.p. contactez Y.L. Consultants, Yves Lajeunesse 525-0810

ENVOYEZ DON
UNE PREUVE D'AMOUR AUX ENFANTS HANDICAPÉS

11 TIMBRES DE PAQUES
1 800 263-1969

Association du transport aérien du Canada
ATAC

M. Cliff Mackay
Le conseil d'administration de l'Association du transport aérien du Canada (ATAC) a l'honneur de vous faire part de la nomination de M. Cliff Mackay au poste de président et chef de la direction de l'Association.
M. Mackay se joint à l'ATAC après avoir occupé avec succès le poste de vice-président principal des Systèmes aérospatiaux chez Spar Aerospace et celui de sous-ministre adjoint principal à Industrie Canada.
L'Association du transport aérien du Canada est l'organisme de service national qui représente l'industrie du transport aérien commercial au pays. Les membres de l'ATAC génèrent 95 pour cent de tous les revenus de cette industrie au Canada.

Chambre immobilière du Grand Montréal

Samir Bachir CIM, MBA
La Chambre immobilière du Grand Montréal a le plaisir d'annoncer l'élection de Samir Bachir à titre de président pour 1998.
M. Bachir est courtier immobilier agréé et propriétaire de Trans-Action Distinction inc. situé à Rosemère. Détenant une maîtrise en administration des affaires, il œuvre dans l'immobilier depuis 1988. Il a acquis une solide expertise dans les milieux commerciaux et industriels. En 1992, il est devenu membre agréé en placements commerciaux (Certified Commercial Investment member), désignation du Commercial Real Estate Institute de Chicago. M. Bachir est administrateur à la CIGM depuis 1993, siège au comité exécutif depuis 1995 et préside depuis 3 ans le comité d'arbitrage.
En plus de son implication locale, M. Bachir est également membre du conseil d'administration de la Fédération des Chambres immobilières du Québec et président du conseil d'arbitrage. Il est aussi membre du comité de planification stratégique de l'Association canadienne de l'immobilier et du comité de discipline de l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec.
La Chambre immobilière du Grand Montréal regroupe près de 5 000 courtiers et agents immobiliers œuvrant dans la grande région de Montréal afin de leur fournir des services, d'assurer la qualité de leur travail, de défendre et de promouvoir leurs intérêts. La CIGM assure la leadership en immobilier. Elle constitue un réseau voué au développement professionnel.

COLONIA, COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE
Avis d'assemblée annuelle
Avis est donné par la présente, que l'assemblée annuelle de Colonia, Compagnie d'assurance vie, aura lieu au siège social de la compagnie, 2, avenue St-Clair Est, Toronto, Ontario, M4T 2V6, à 10 h du matin, heure de Toronto, le mardi 31 mars 1998. Les propriétaires de polices participantes qui voudraient obtenir des renseignements concernant cette assemblée peuvent le faire en s'adressant à la Secrétaire de la compagnie à l'adresse citée ci-dessus.
Par ordre du Conseil d'administration
Wanda Slawinski
Secrétaire
Toronto, le 24 février 1998

Colloques «Conjoints dans la vie, conjoints en affaires»
♦ par l'Association des collaboratrices et partenaires en affaires.....
à Montréal le 14 mars 1998,
à Sherbrooke le 28 mars 1998,
55 \$ pour la journée. Pour s'inscrire (514) 465-4565 ou 1 888 638-2272

Vous déménagez : Avez-vous oublié quelque chose ?

Un message de la SQDA 524-1970
www.folaj.net - sqda@chats.mtl

MBA pour gens d'affaires. Les diplômés de Concordia parlent. Leurs résultats aussi.

« Dès l'obtention de mon diplôme, j'ai pu appliquer immédiatement dans mon travail quotidien les connaissances que j'avais acquises à Concordia. Cette intégration a engendré des résultats exponentiels. J'ai même pu me rembourser les frais de scolarité en moins d'un an! »
Marc R. Dussault, Ing., Promotion 1994
Président, ACI et MAX Grafix

« Depuis plus de dix ans, mon employeur, le Canadien National, utilise le Programme de EMBA comme outil de développement personnel. »
Blair Templeton, Promotion 1997
Récipiendaire du Prix d'excellence EMBA 1997
Directeur, Planification - Entretien du parc - Matériel remorqué, Canadien National

« C'est incroyable, le nombre de portes qui se sont ouvertes avant même que je termine le EMBA. »

Seulement d'un point de vue financier, le EMBA a fait grimper ma valeur sur le marché du travail de 30 % »
Cheryl Irving, Promotion 1996
Chef de service, Développement stratégique
Diners Club / en Route

Voulez-vous savoir ce que notre programme de MBA pour gens d'affaires peut vous offrir en un jour par semaine? Téléphonnez-nous au (514) 848-EMBA ou faxez-nous votre carte professionnelle au (514) 848-3696. Mieux encore, réservez votre place à l'une de nos prochaines séances d'information.

UNIVERSITÉ Concordia
On vous prépare pour le monde
www.concordia.ca

Matinée • Montréal
EMBA
1550, boul. de Maisonneuve Ouest
Suite 407 • 7 h 30
mercredi 4 mars

Soirées • Montréal
EMBA
1550, boul. de Maisonneuve Ouest
Suite 407 • 17 h 30
mardi 17 mars
mardi 21 avril
mardi 12 mai
mardi 9 juin

Hors de Montréal
17 h 30
Trois-Rivières • Hôtel Delta
mercredi 18 mars
Burlington, VT • Radisson
mercredi 8 avril
Pointe-Claire • Holiday Inn
mercredi 22 avril

The Concordia Executive MBA
L'excellence en gestion des affaires

L'INDUSTRIE MINIÈRE : UNE MINE D'OR POUR TOUS LES CANADIENS

Le centenaire de l'ICM la fête d'une industrie qui a bonne mine

L'industrie qui fait partie de notre vie

Dire que les mines, la métallurgie et l'industrie pétrolière occupent une place importante dans nos vies depuis un siècle n'est qu'un pâle reflet de la réalité. À l'aube du XXI^e siècle, la générosité des entrailles de notre planète sera encore plus essentielle à notre survie. Mais, beaucoup d'entre nous ne réalisent pas l'omniprésence des minéraux, des métaux et des produits gaziers et pétroliers dans notre quotidien.

Saviez-vous, par exemple, que l'industrie minière canadienne a contribué pour 24,4 milliards de dollars à notre économie, soit 4,3% du PNB ? Saviez-vous, qu'en comparaison, l'industrie forestière ne génère que 0,5% du PNB, pour une contribution de 2,62 milliards ?

Saviez-vous que notre industrie minière emploie plus de 350 000 Canadiens qui sont parmi les mieux payés au monde ?

Saviez-vous que chaque emploi créé dans l'industrie minière ajoute indirectement un autre emploi dans l'économie canadienne ?

Le centenaire de l'ICM (Institut canadien des mines) est une fête pour tous, car l'industrie des mines du Canada fait partie de chacun de nous et appartient à la mémoire de notre pays.

Une place de choix ici comme ailleurs

Le Canada occupe le premier rang parmi les pays qui font de l'exploration minière en plus d'être un chef de file dans le financement de cette industrie. À l'échelle planétaire, les sociétés canadiennes réalisent la majorité de l'exploration dans plus de 8 300 propriétés minières à travers

le monde. Depuis le début des années 90, le taux composé moyen de la croissance des budgets pour les travaux d'exploration à l'extérieur du Canada a été de 45 % par année.

Au moins 200 sociétés minières canadiennes et québécoises sont actives en Amérique du Sud, 100 au Mexique, 75 en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Les sociétés québécoises et canadiennes ont également accumulé leur présence en Afrique au cours des dernières années où 140 d'entre elles détenaient une participation dans quelque 330 projets répartis dans 26 pays.

En 1996, les sociétés canadiennes et étrangères ont dépensé 873 millions de dollars en travaux d'exploration au Canada où l'on comptait, au début de 1997, plus de 170 projets avancés. Comme les dépenses de mise en valeur ont récemment augmenté au Canada, on prévoit qu'au moins une vingtaine de nouvelles mines devraient ouvrir chaque année au pays, pour autant que les investissements se maintiennent.

Le Canada est devenu le centre mondial de la finance minière. En 1994, par exemple, les actions minières représentaient environ 19% des transactions de la Bourse de Toronto, 52% de celles de la Bourse de Vancouver et 20% de celles de la Bourse de Montréal.

L'ICM a raison d'être fier des réalisations de ses membres. Qui aurait prédit, il y a dix ans, que ce centenaire aurait une saveur mondiale ?

L'expansion de l'industrie minière à l'extérieur du Canada est une des plus importantes évolutions structurelles des années 90. Et ce ne sont pas les bonnes raisons qui manquent.

Les minéraux canadiens dans les marchés mondiaux

Le Canada est :

- le premier producteur de potasse
- le premier producteur d'uranium
- le premier producteur de zinc
- le deuxième producteur de nickel pour 20 % de l'offre mondiale
- le troisième producteur de cuivre, d'aluminium, de platine et de sel
- le quatrième producteur d'or
- le quatrième producteur d'argent, de cobalt, de titane et de molybdène.

L'industrie des minéraux et des métaux est un élément important de l'économie canadienne. L'industrie minière assure une moyenne d'environ 16,2 % des exportations totales, 4,25 % du produit intérieur brut (PIB) et 2,5 % des emplois. Environ 80% de la production canadienne de minéraux est exportée et a contribué en 1996 à 10,6 milliards de dollars du surplus canadien.

Les secteurs complémentaires en profitent aussi

Après cent années d'activité, l'industrie minière canadienne traite aujourd'hui plus de 60 produits minéraux à partir de quelque 300 mines pour un actif de 19,3 milliards de dollars dans la production de minéraux non combustibles.

Produit intérieur brut par industrie au Canada - 1996

	\$ milliards
Mines.....	\$ 24,4
Agriculture.....	\$ 11,9
Forêts.....	\$ 2,6
Construction.....	\$ 26,7
Transport et entreposage.....	\$ 24,2
Communications.....	\$ 24,4

Source: Ressources naturelles Canada
Statistiques Canada

L'industrie minière canadienne c'est aussi 3 000 carrières de pierre, sablières et gravières et quelque 50 fonderies de métaux non ferreux, affinerie et installations de métallurgie. Cette industrie est présente dans toutes les provinces et territoires du Canada.

Le Canada compte plus de 600 sociétés dont plus de 30 % des recettes proviennent de l'industrie des minéraux et métaux. À lui seul, le secteur du recyclage des métaux occupe plus de 1 000 compagnies qui fournissent de l'emploi direct à environ 20 000 personnes.



L'ICM, la force derrière l'industrie minière

À l'échelle mondiale, le Canada occupe une place prépondérante parmi les grands producteurs de métaux et de minéraux. En effet, l'industrie minière et métallurgique y est aussi importante que celle des communications, du transport ou de la construction et plus de deux fois plus importante que l'agriculture et les pêches mises ensemble.

Qui a fait de l'industrie minière, métallurgique et énergétique canadienne un leader mondial ? Qui est l'âme et l'épine dorsale de cette immense industrie ? La réponse : ICM, trois lettres à son image, simples et peu connues mais qui recèlent de considérables compétences technologiques et une volonté de progrès.

Fondé à Montréal en 1898, l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole est l'association canadienne des professionnels qui oeuvrent dans cette industrie. En mai 1998, l'ICM célébrera son centième anniversaire. Pour marquer cette étape, il tiendra au Palais des congrès de Montréal le plus important congrès et salon technologique et commercial de son histoire. Cet événement d'envergure internationale accueillera des participants et organismes de tous les continents.

L'ICM regroupe plus de 12 000 membres nationaux des secteurs industriel, universitaire et gouvernemental, plus de 5 000 membres régionaux et plus de 200 membres corporatifs tels que manufacturiers d'équipement, fournisseurs, banques, institutions financières et de services.

L'Institut offre une multitude de services pour permettre à ses membres d'être toujours à la fine pointe des derniers développements, découvertes et techniques de leur industrie. Parmi les activités offertes, nous retrouvons des forums techniques ainsi que des réseaux de contacts sur le plan professionnel et social. L'ICM contribue à la promotion de ses industries et de ses membres par des programmes de perfectionnement, de formation continue et de reconnaissance de l'excellence. L'Institut publie et distribue à ses membres le *Bulletin ICM* et le *Journal canadien de la technologie du pétrole*, reconnu comme deux des magazines techniques les plus cotés dans le monde. À ceux-ci s'ajoutent la *Géologie d'exploration et des mines* et le *Journal canadien de métallurgie*, publiés respectivement par la Société de géologie et la Société de métallurgie.

Par ses activités professionnelles et ses possibilités de réseautage, l'ICM facilite la communication entre ses membres et leur donne un sens d'appartenance à l'industrie, ce qui est un véritable tour de force dans un pays de plus de 10 millions de kilomètres carrés. Un réseau géographique solide et une excellente organisation technique ont permis à l'ICM d'aider l'industrie minière canadienne à devenir un chef de file reconnu, respecté et influent dans le monde entier. Ces atouts ont été essentiels pour propulser le Canada aux premiers rangs des pays faisant autorité dans cette industrie.

Le réseau géographique couvre tout le Canada. Il comprend 60 sections regroupées en six districts, dont le Québec, avec 10 sections. Un réseau parallèle regroupe 60 associations d'étudiants dans les universités et écoles techniques.

La structure technique et professionnelle de l'ICM s'appuie sur cinq sociétés et cinq divisions, qui forment le corps de l'Institut. Les cinq sociétés sont les Sociétés de métallurgie, du pétrole, de géologie, d'économie des minéraux et la Société minière de Nouvelle-Écosse qui a été fondée il y a 111 ans. Les cinq divi-

sions sont les Divisions du charbon, des minéraux industriels, de la maintenance et ingénierie, des mines de métaux et du traitement des minerais.

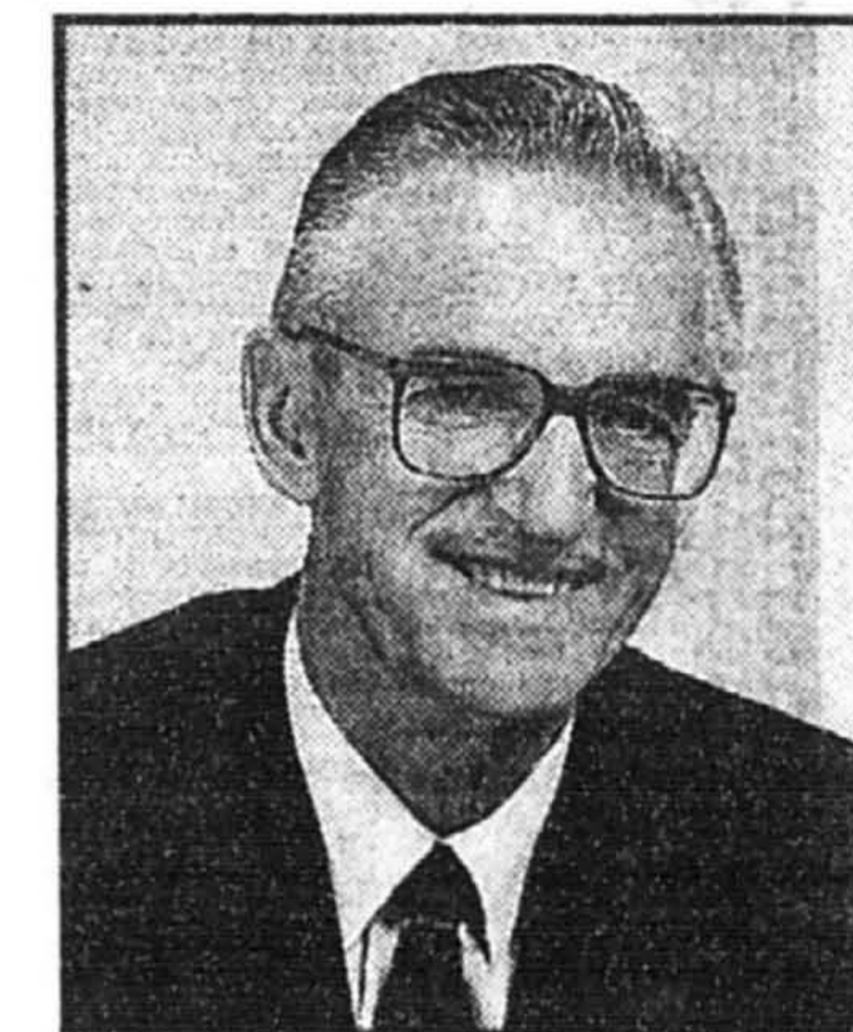
Les sociétés, divisions et comités sont de véritables forums d'échange et de communication entre les professionnels de l'industrie. Chacune de ces entités organise des conférences, des réunions et des cours, maintient des liens avec l'industrie et les services gouvernementaux et publie des articles techniques.

Rang de la valeur de production des dix plus importants minéraux du Canada 1996

Rang	Produit	(milliers de dollars)
1	Or	2 802 952
2	Cuivre	2 037 198
3	Nickel	1 958 243
4	Charbon	1 943 120
5	Zinc	1 652 270
6	Minéral de fer	1 310 529
7	Potasse	1 263 763
8	Ciment	931 499
9	Sable et gravier	778 340
10	Uranium	645 784

Source: Ressources naturelles Canada
Statistique Canada

Grâce à cette organisation technique et à ce réseau géographique, l'Institut a pu, au cours de ses cent premières années, se distinguer et se hisser aux premiers rangs à l'échelle internationale. Cette structure lui permet d'envisager l'avenir avec optimisme dans un monde en expansion de plus en plus rapide. Ce n'est pas par hasard que pour son centenaire l'ICM s'est donné pour thème : « Fiers de notre passé, tournés vers l'avenir ».



Le mot du président de la corporation du centenaire de l'ICM

La préparation du centième anniversaire de l'ICM a requis temps et efforts mais a occasionné de grandes satisfactions. L'intérêt et le soutien des membres corporatifs ont été une source d'encouragement considérable et la réponse enthousiaste des 12 000 membres à travers le pays fut un support moral très appréciable. Nos membres ont conçu et mis au point des centaines de projets de grand intérêt mettant en valeur l'importance de la contribution de notre industrie au niveau de vie de toute la population. Arrêtez-vous un instant et vous constaterez que notre vie quotidienne dépend de tous les minéraux et métaux que nous produisons. Qu'il s'agisse de se nourrir, de conduire nos voitures, d'utiliser les systèmes de télécommunications ou de prendre l'avion, il y a des minéraux et des métaux dans tout ce que nous utilisons. Et l'ICM, au cours des cent dernières années, a contribué au développement et au progrès de cette industrie de pointe qui, à l'aube du XXI^e siècle, s'apprête à exercer son leadership à l'échelle mondiale.



ON A LA PUISSANCE...

Voilà le CN : de la puissance à revendre à l'échelle de tout un continent.

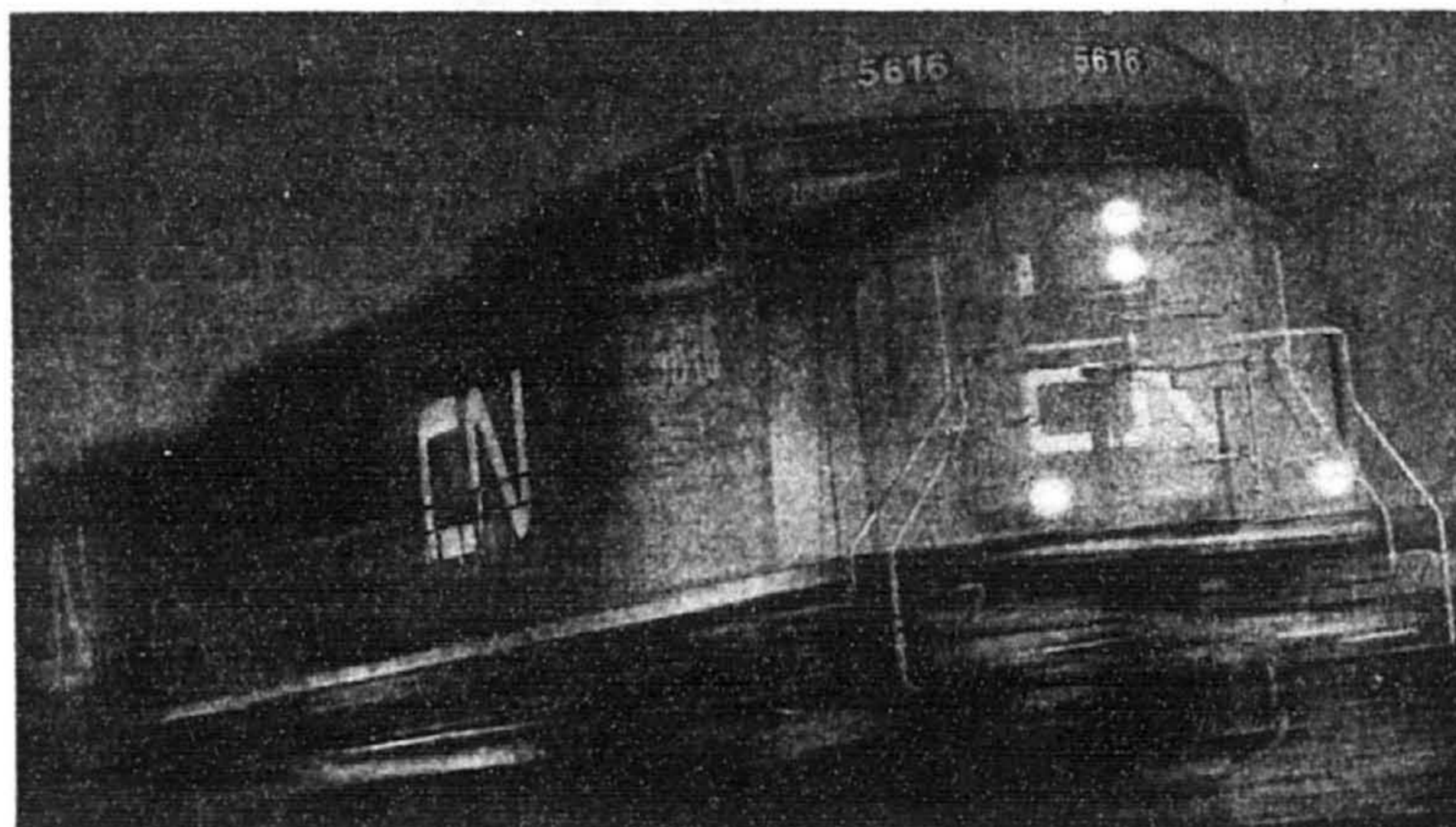
La puissance.

Grâce à leur très grande capacité de traction, nos nouvelles locomotives sont plus rentables que jamais. Nos trains sont plus rapides, plus efficaces et plus économiques.

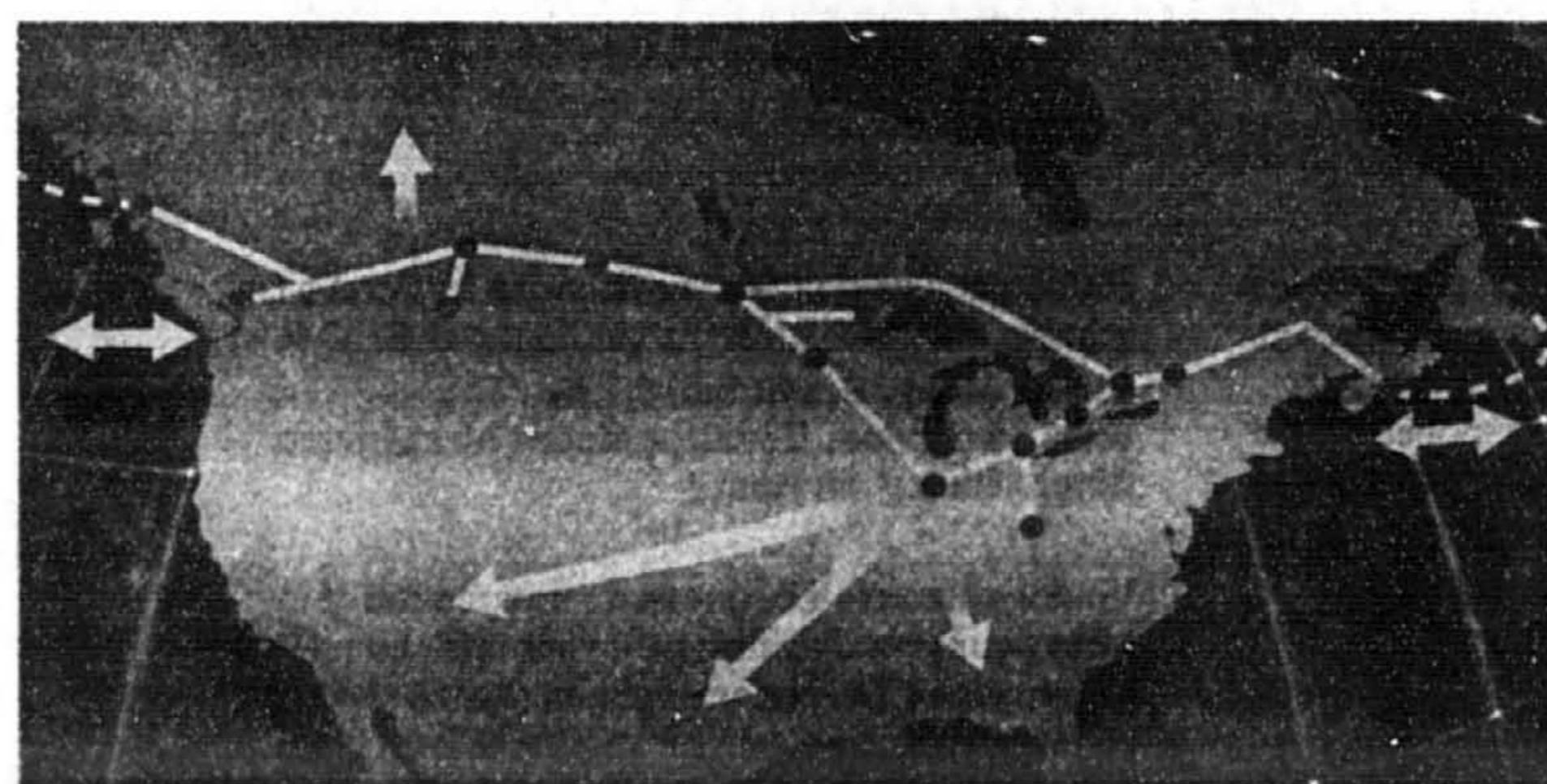
Un continent.

Seul réseau ferroviaire transcontinental en Amérique du Nord, le CN donne un accès direct à la plaque tournante de Chicago. C'est bien simple, le réseau du CN s'étend de l'Atlantique au Pacifique, de l'Alaska jusqu'au Mexique.

On a la puissance... et tout un continent. Et nos clients en retirent tous les avantages stratégiques possibles. Pour tout renseignement, appelez-nous au 1 888 668-4626.



ET TOUT UN CONTINENT.



Une technologie de pointe pour un environnement protégé

L'industrie minière canadienne est à l'image du pays, de sa population et de son évolution ; elle a gravi des échelons en se fixant comme but le progrès et l'amélioration continus. L'environnement fait partie de sa progression vers le rendement et l'excellence. Cet objectif de développement durable amène des préoccupations bien réelles, non seulement pour les peuples, la flore et la faune qui risquent d'être touchés, mais aussi pour la planète toute entière. L'Institut canadien des mines, en tant que pilier de l'industrie, croit fermement que le progrès technologique joue et jouera un rôle fondamental en procurant des méthodes et des outils plus efficaces de protection de l'environnement, tout en permettant d'utiliser les ressources minérales au profit de la société.

L'Institut canadien des mines a adopté un code d'éthique qu'il a proposé à ses membres. L'ICM encourage, entre autres, la recherche pour les meilleures méthodes d'extraction, la diffusion des technologies de pointe et la compréhension des enjeux environnementaux, ce dès le niveau scolaire.

Moins de 0,03% de l'ensemble du territoire canadien a été occupé par l'industrie minière commencée depuis plus de 150 ans. Sur une superficie totale de 2 490 millions d'acres, moins d'un million sont utilisés par les mines (soit moins de la moitié la superficie de l'Île-du-Prin-

ce-Édouard). Par ailleurs, ce que l'industrie prend des profondeurs de la Terre est souvent employé pour protéger l'environnement. La chaux sert à contrôler la qualité de l'eau et la pollution de l'air. Le manganèse et le platine aident à purifier l'eau et l'air. Nous sommes le plus important exportateur de tourbe, utilisée pour engraisser les sols et favoriser la culture.

Désormais, les activités d'exploitation minière occupent un territoire de façon temporaire et utilisent des portions de terrain plus restreintes pour une plus courte période. Une fois le gisement exploité, le terrain est remis en état pour être utilisé à d'autres fins, telles que la culture, la forêt, les loisirs...

L'ICM veille à ce qu'autant de ressources soient mises à contribution dans le développement de l'industrie que pour la protection de l'environnement dans lequel elle évolue. Le Canada est un leader dans la technologie minière. L'industrie y consacre annuellement 100 millions de dollars à la recherche et au développement.

L'ICM amorce son deuxième centenaire riche en expérience pour contribuer à un meilleur développement de son industrie dans un environnement qu'elle s'applique à protéger rigoureusement. C'est notre plus solide rampe d'accès pour entrer dans le deuxième millénaire.

L'éducation : un point d'honneur pour l'ICM

Le cœur de l'industrie minière et métallurgique canadienne bat au rythme d'une technologie de pointe qui n'existe que grâce aux géologues, ingénieurs, chercheurs et opérateurs hautement qualifiés. Voilà pourquoi l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole se fait un devoir de placer l'éducation au tout premier rang de ses priorités.

« Participer aujourd'hui à l'éducation de notre relève, c'est créer les cadres et les chefs qui, demain, préserveront le titre de leaders mondiaux à nos industries » affirme M. Yvan Jacques, directeur exécutif de l'ICM.

Une vaste gamme de projets du centenaire ont été créés pour appuyer l'éducation, dont des jeux interactifs, des concours, des symposiums et des conférences. L'ICM a par ailleurs créé une Fondation pour la formation afin d'apporter un soutien financier à ceux qui en ont besoin. Les fonds recueillis, qui atteignent maintenant 300 000 \$, seront consacrés à l'ensemble des activités pédagogiques dont des bourses d'études aux niveaux secondaire, collégial et universitaire, des



programmes de distinction et de perfectionnement, des séminaires et des conférences sur les industries minières, et le soutien d'un réseau d'information spécialisé dans le domaine des mines.

L'Institut canadien des mines subventionne d'autres activités avec ses membres actifs et des partenaires ponctuels, entre autres, des bourses d'études de la Corporation du centenaire de l'ICM, des programmes de perfectionnement, une présence dans les musées et les grandes expositions, ainsi que la publication de re-

vues techniques et de livres spécialisés.

Plusieurs facteurs ont contribué à la place prédominante qu'occupe le Canada sur la scène internationale en matière d'exploitation minière et de financement de projets miniers. L'éducation en est un. Le Canada s'est imposé grâce à ses décennies d'expérience et d'expertise, notamment en géologie, géophysique, géochimie, génie, production minière, droit, fiscalité, économie minière et analyse des investissements, ainsi qu'en politique minière.

Plus de 85% des travailleurs utilisent des technologies de pointe, notamment l'électronique et l'informatique, les nouveaux matériaux, les systèmes

experts et les télécommunications. C'est ce qui a permis une productivité accrue de 103% depuis 10 ans.

Non seulement l'éducation forme-t-elle un travailleur pour les différents métiers des industries minières, mais en plus, il est assuré d'y oeuvrer longtemps. En effet, les travailleurs miniers canadiens ont en moyenne 21 ans d'expérience, contre 14,5 ans dans les autres secteurs. Seuls les membres de la profession religieuse ont une moyenne d'expérience plus élevée que les travailleurs miniers.

L'éducation est la principale responsable du développement de ce joyau de notre industrie minière que constitue sa main-d'oeuvre.

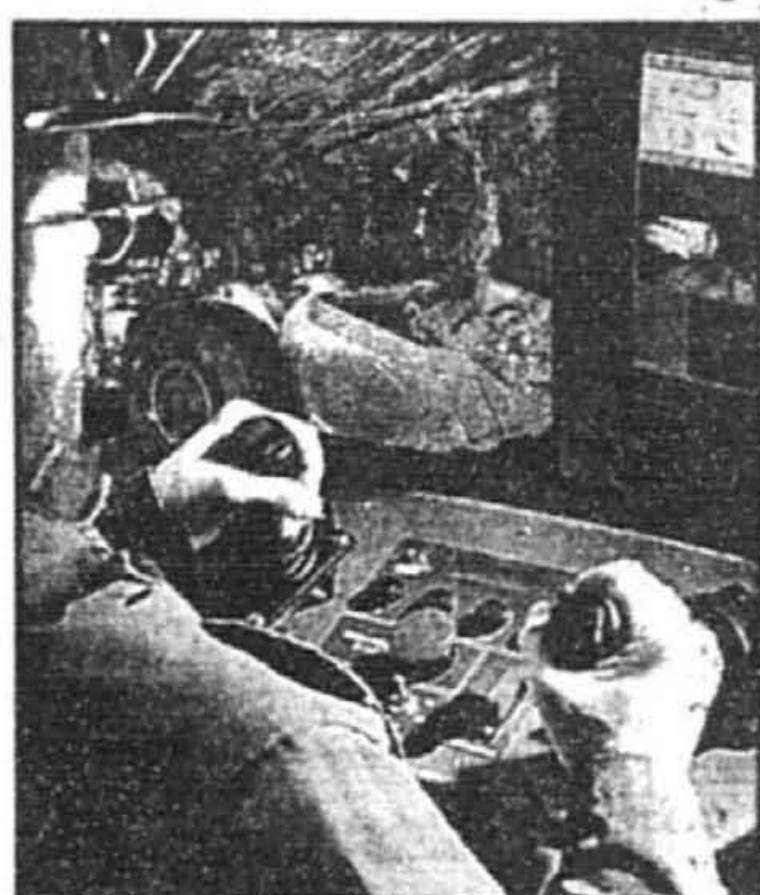
Le plus important événement de l'industrie minière du siècle : l'ICM/CIMM/AMGI Montréal 98 au Palais des congrès de Montréal du 3 au 7 mai prochain

La centième conférence de l'ICM qui se tiendra à Montréal sera un événement d'envergure internationale sans précédent. En effet, s'y joindront le XVI^e congrès du CIMM (Conseil des Instituts Miniers et Métallurgiques, regroupant les sociétés soeurs de l'ICM dans le monde) ainsi que le symposium de l'AMGI (Agence Multilatérale de Garantie des Investissements de la Banque Mondiale, promoteur des investissements étrangers dans les pays émergents). L'ICM/CIMM/AMGI, Montréal 98 réunira dans la métropole les leaders et sommités de l'industrie canadienne et internationale.

En parallèle avec la conférence, prendra place le Salon international Tradex 1998 de l'ICM, soit près de 600 fabricants et fournisseurs de l'industrie minière, métallurgique et énergétique.

Lors de ce happening organisé par l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole, la plus importante association professionnelle de géologues, d'ingénieurs et d'opérateurs au pays, les participants, grâce à un riche programme d'activités, auront l'occasion d'être à la fine pointe des développements technologiques qui façonneront l'avenir de leur profession.

Du 3 au 7 mai, on assistera à un feu roulant de plénières, symposiums, conférences, colloques, ateliers, forums et salons traitant de sujets aussi variés que la mécanique des roches, la géologie, l'environnement, la mine de l'an 2020, la technologie de la robotique spatiale, le contrôle de la qualité, le financement de l'industrie minière, le perfectionnement de l'éducation, l'informatique et l'automatisation... Des professionnels du monde entier présenteront plus de 400



conférences techniques. Le Salon international Tradex ICM 98, avec ses 600 kiosques et huit pavillons consacrés à la haute technologie, donnera une vue d'ensemble de la technologie du monde minier. A tout cela s'ajouteront de multiples visites industrielles qui couvriront tout le Canada.

Cette manifestation grandiose aura des retombées majeures pour les membres de l'ICM, pour l'ensemble de la communauté minière canadienne ainsi que pour Montréal, et soulignera le rôle de leader que joue l'industrie canadienne. L'écho qu'elle aura dans la presse aidera sans doute les Canadiens à réaliser l'importante contribution technologique et économique de cette industrie et son apport au niveau de vie et au bien-être de tous les citoyens. Pour tout renseignement complémentaire, visitez le site Internet du Centenaire : www.cim.org

100 ans de contribution technologique à l'industrie minière et énergétique et de prospérité pour tous les Canadiens

L'INSTITUT CANADIEN DES MINES, DE LA MÉTALLURGIE ET DU PÉTROLE

www.cim.org

SOQUEM

Un partenaire de choix !

Depuis plus de 30 ans, SOQUEM et ses partenaires valorisent le potentiel minéral du Québec.

La découverte de nouvelles ressources minérales vous intéresse, SOQUEM est le partenaire de choix pour y parvenir.

Une présence sur l'ensemble du territoire québécois

Siège social : 2600 boulevard Laurier Tour Belle Cour Bureau 2500, 5 ^e étage Sainte-Foy (Québec) G1V 4M6	Bureaux régionaux : 462, 3 ^e Rue Placé Le Chaînon Bureau 16 Chibougamau (Québec) G8P 1N7	2872, chemin Sullivan Bureau 3 Case postale 142 Sullivan (Québec) J0Y 2N0
Téléphone : (418) 658-5400 Télexcopieur : (418) 658-5459	Téléphone : (418) 748-7641 Télexcopieur : (418) 748-7370	Téléphone : (819) 874-3773 Télexcopieur : (819) 874-3770

LA COMPAGNIE MINIÈRE QUÉBEC CARTIER

100^e ANNIVERSAIRE DE L'ICM

La Compagnie minière Québec Cartier rend hommage à l'Institut canadien des Mines, de la Métallurgie et du Pétrole.

Merci à ceux d'hier qui ont construit le passé pour que ceux d'aujourd'hui et de demain puissent bâtir l'avenir.

Créée en 1948, QIT-Fer et Titane inc. exporte ses produits à travers le monde sur les marchés du pigment de titane, de la fonte et de l'acier.

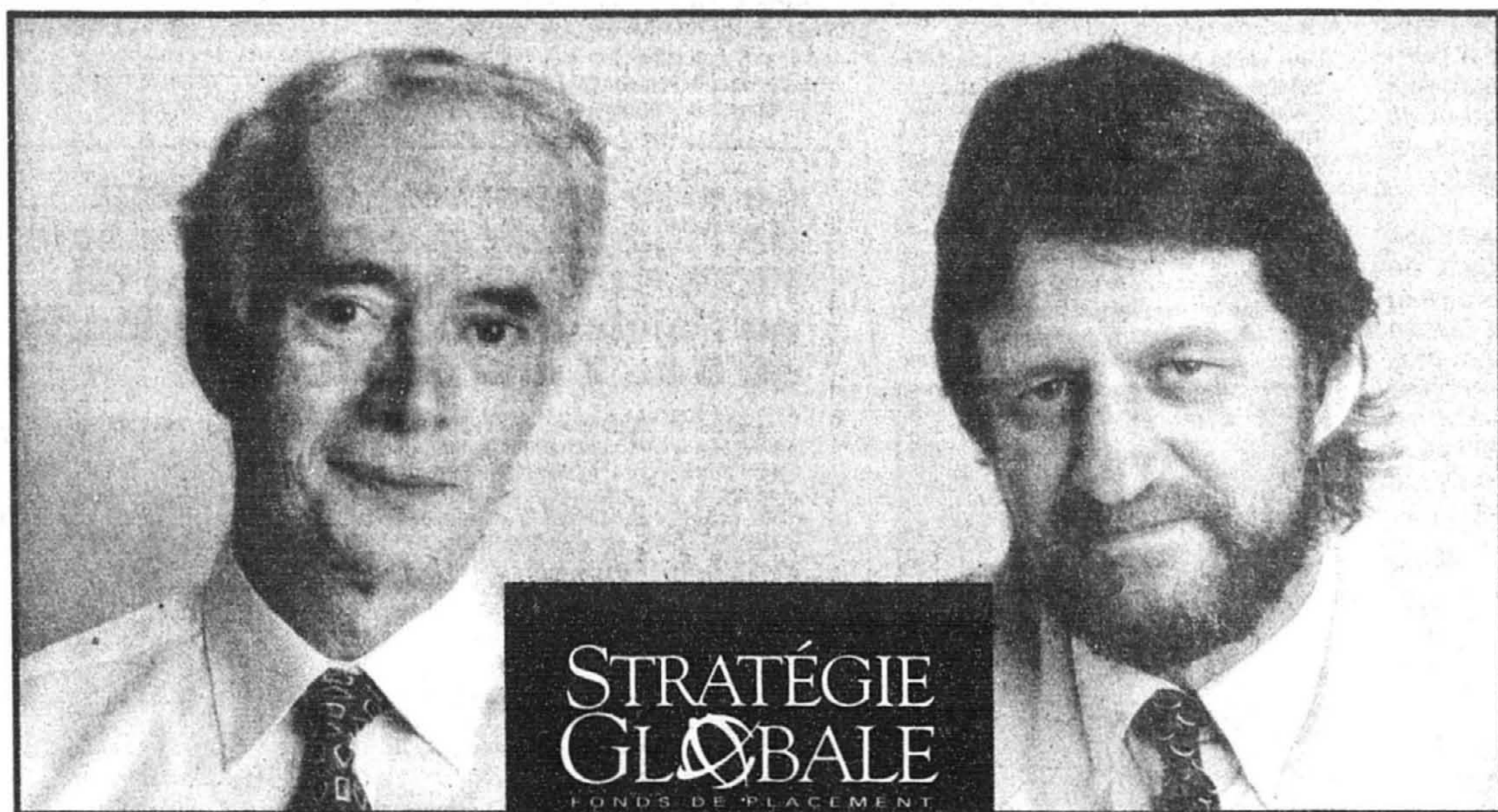
Sa volonté de s'implanter sur les marchés avec des produits de qualité est animée par ses 2 000 employés oeuvrant à sa mine de Havre-Saint-Pierre et à son complexe industriel de Tracy au Québec.

Respectueuse de l'environnement, à l'affût des innovations technologiques et à la recherche constante d'améliorations, QIT-Fer et Titane inc. est un chef de file dans la métallurgie mondiale.

QIT-Fer et Titane inc.

Siège social et complexe industriel :
1625, Marie-Victorin, Tracy (Québec) J3R 1M6
Mine : 951, boul. de l'Escalpe, Havre-Saint-Pierre (Québec) G0G 1P0

L'expérience a sa valeur. Quand ça compte.



Tony Massie, conseiller
Fonds multirevenu
Fonds canadien de croissance

« [M. Massie] est un gestionnaire prudent qui choisit ses titres en fonction de leur valeur et qui refuse de payer trop cher pour une action. »

Gordon Pape
Mutual Funds Update (07-97)

« Sartz est l'investisseur par excellence pour la valorisation [...] sur qui vous pouvez vous fier à long terme, peu importe les conditions du marché. »

Jonathan Chevreau
Smart Funds 1998

John Sartz, conseiller
Fonds de perspectives canadiennes
Fonds canadien de petites capitalisations

Renseignez-vous sur les fonds canadiens de Stratégie Globale. Appelez le 1-800-661-2179.

Le prospectus simplifié contient des renseignements importants sur les fonds de Stratégie Globale. Obtenez-en un exemplaire auprès d'un courtier en valeurs mobilières, d'un conseiller en placement ou de Stratégie Globale et lisez-le attentivement avant d'investir. Les rendements passés ne suggèrent pas des rendements futurs équivalents. Le rendement des placements et la valeur des parts fluctueront. Les placements dans les fonds mutuels ne sont pas assurés par la SADC. Ces renseignements ne constituent pas et ne visent pas à remplacer les conseils d'un expert. Il est recommandé de demander les conseils d'un expert ou d'un conseiller en placement.

SM Une marque déposée de la Société financière Stratégie Globale Inc.

Important contrat d'Hydro au Pérou

Presse Canadienne

Hydro-Québec International vient de signer un contrat de construction et d'exploitation au Pérou d'une ligne d'interconnexion d'une valeur de 240 millions, a fait savoir à Montréal, hier, sa maison mère, Hydro-Québec.

La ligne de transport d'électricité de 220 KV, d'une capacité de 300 MW, reliera les réseaux nord et sud du Pérou sur une longueur de 660 kilomètres, ce qui en fera une infrastructure stratégique pour ce pays d'Amérique du Sud, a ajouté la société d'État par voie de communiqué, précisant qu'il s'agissait pour sa filiale d'une importante percée commerciale en Amérique latine.

Les travaux d'ingénierie et de construction, qui s'étendront sur une période de 30 mois, devraient débuter à la fin de 1998, a indiqué Hydro-Québec, estimant à une soixantaine d'années/personnes ses ressources qui seront affectées au projet pendant la période de construction.

Les retombées potentielles pour le Québec, en équipements de lignes et de postes, sont estimées à 110 millions par la société d'État.

La Société d'énergie de la Baie James (SEBJ) agira comme maître d'oeuvre dans la réalisation du projet, en association avec Grana y Montero, le plus important entrepreneur péruvien. Les retombées économiques pour la SEBJ se traduiront par l'ajout d'un volume d'affaires d'environ 85 millions à son carnet de commandes, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, TransEnergie, la division transport d'Hydro-Québec, pourra profiter d'un contrat d'exploitation de la ligne d'interconnexion pendant 30 ans, ce qui représente un volume d'affaires d'environ six millions par an, selon la société d'État.

Les partenaires du consortium dirigé par Hydro-Québec International dans ce projet sont le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ), la Société nationale péruvienne de transport d'électricité et Grana y Montero.

Hydro-Québec International, filiale à part entière d'Hydro-Québec, a pour mandat de développer les marchés internationaux dans le secteur énergétique et dans les secteurs connexes de la société d'État et ses filiales.

Nouvel investissement de Sherritt à Cuba

Presse Canadienne
TORONTO

Sherritt International, l'entreprise canadienne qui provoqua la colère du Congrès américain, a annoncé hier qu'elle investirait plus de 38 millions US dans une compagnie de téléphonie cellulaire cubaine. Cet investissement assure Sherritt d'une participation de 37,5 % dans le segment privé de Cubacel, coentreprise exploitée par le gouvernement cubain et des investisseurs privés. L'accord survient à peine trois semaines après que Sherritt eut annoncé la construction d'une centrale au gaz naturel de 150 millions US à Cuba.

Rendez-vous de l'euro le 1^{er} janvier

Associated Press
BRUXELLES

Les 11 pays de l'Union européenne candidats à la monnaie unique devraient être au rendez-vous de l'euro le 1^{er} janvier prochain, notamment la France, l'Allemagne et l'Italie qui ont rendu publics hier les résultats de leurs finances publiques pour 1997.

Selon les chiffres publiés ces derniers jours, les 11 postulants satisfont aux critères de convergence en vue de rejoindre la première vague de la monnaie unique le 1^{er} janvier 1999. Il s'agit de la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, l'Autriche, la Finlande, le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas.

Pour l'heure, ces pays ne sont qu'admissibles. Leurs performances économiques seront examinées par la Commission européenne et l'Institut monétaire européen, qui ont jusqu'au 25 mars pour rendre leurs conclusions. Les chefs d'État et de gouvernement des quinze se réuniront le 2 mai pour arrêter la liste définitive des pays qualifiés.

Le traité de Maastricht impose plusieurs critères de convergence pour le passage à l'euro, notamment un déficit budgétaire inférieur à 3 % du PIB et une dette publique en dessous de 60 % du PIB. Le non-respect de ce dernier critère n'est toutefois pas rédhibitoire, si la dette du pays candidat s'inscrit dans un cercle « vertueux » à la baisse. Deux autres critères portent sur l'inflation et les taux d'intérêt.

Selon les chiffres publiés hier, la France se qualifie de justesse avec un déficit budgétaire à 3 % du PIB en 1997, soit la limite à ne pas franchir. C'est la plus mauvaise performance budgétaire de tous les pays candidats, mais c'est mieux que le chiffre de 1996 (4,2 %).

La France se distingue toutefois sur le plan de la dette publique, contenue à 58 % du PIB : elle fait mieux que de nombreux pays, dont l'Allemagne (61 %), souvent citée comme ultra-vertueuse, et surtout l'Italie (121 %).

Après quelques incertitudes, l'Allemagne a finalement réussi à ramener son déficit public à 2,7 % l'an dernier, en baisse de 0,7 point par rapport à 1996.

Les autres pays candidats, dont la plupart avaient déjà communiqué ces derniers jours les résultats de leurs finances publiques, satisfont aux critères malgré des dépassements en matière de dette publique.



SOUVENEZ-vous du temps où vous ne pensiez pas à L'ARGENT.

Grâce à un placement sensé comme le Fonds équilibré Royal, vous pouvez vous aussi retrouver ce sentiment de liberté. Bien diversifié entre des actions, des obligations et des instruments de marché monétaire, ce fonds vous apporte cette belle tranquillité d'esprit. C'est un choix facile en plus d'être le placement parfait pour le REER. Nos spécialistes en placement chercheront avec vous la solution qui répondra le mieux à vos besoins, que ce soit un investissement dans le Fonds équilibré Royal ou une sélection parmi nos autres fonds communs de placement Royal. En fait, plus d'un million d'investisseurs canadiens ont trouvé avec nous la réponse à leurs besoins dans l'atteinte de leurs objectifs financiers. Faire affaires avec nous ne pourrait être plus simple. Visitez une des 208 succursales au Québec, de la Banque Royale ou du Trust Royal ou composez le 1 800 ROYAL-63 (1 800 769-2563).

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ROYAL	1 AN	3 ANS	5 ANS	10 ANS
Fonds d'actions américaines Royal*	27,4 %	25,1 %	16,8 %	15,3 %
Fonds d'actions canadiennes Royal*	11,0	17,8	15,7	9,3
Fonds équilibré Royal	10,8	14,9	12,1	10,3
Fonds indicatif stratégique canadien Royal	Nouveau Fonds			

Les taux de rendement annuel composés indiqués pour la période terminée le 31 janvier 1998 tiennent compte du réinvestissement des dividendes et distributions, mais n'incluent pas les frais facultatifs exigibles du porteur de parts et qui auraient pour effet d'en réduire le rendement. Le rendement antérieur d'un fonds n'est pas garant de son rendement futur.

 **FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL**
Membre du Groupe Financier Banque Royale*

VOTRE AVENIR COMMENCE BIEN

Pour plus de renseignements, consultez notre site Internet au www.royalbank.com/french/rmf. Les Fonds communs de placement Royal sont également disponibles chez Action en direct Banque Royale (maison de courtage à escompte) et chez RBC Dominion valeurs mobilières.

* Les fonds mentionnés sont ceux qui résultent de la fusion du 1^{er} juillet 1997. Les rendements antérieurs à cette date correspondent à ceux des fonds maintenus et non des fonds dissous. Les Fonds communs de placement Royal sont offerts par la société Fonds d'investissement Royal Inc., membre du Groupe Financier Banque Royale. On trouvera des renseignements importants sur les fonds communs de placement dans le prospectus simplifié, dont on peut obtenir un exemplaire dans les succursales de la Banque Royale ou du Trust Royal. Il est important de le lire attentivement avant d'investir. La valeur des parts, de même que les rendements, fluctuent.

Opt. Cda

Table of stock market data including various indices, company shares, and market movements. Columns include Série, Prix, Off., Dem., Vol., and Cours.

Les obligations

Le marché obligataire

Table of bond market data showing yields, maturities, and prices for various government and corporate bonds.

Les métaux

Table of metal prices for commodities like copper, zinc, and aluminum, including market status and prices.

Alberta

Table of Alberta stock market data, listing various companies and their stock prices.

Bourse de Toronto

Table of Toronto Stock Exchange data, including indices, market volume, and individual stock prices.

Les devises

Table of foreign exchange rates for various currencies, including the Canadian dollar and major international currencies.

BÂTIMENTS EN ACIER PREUSINÉS

Advertisement for TVA Group Inc. featuring a large '1080\$' price tag and text about steel buildings and construction services.

Large advertisement for Adobe Action Pack, showing three CD-ROMs and text describing the software's features for digital imaging and layout design.

LA BOURSE EN BREF

Table with columns: Volume, Vendredi, Jeudi, Indices de Montréal, Haut, Bas, Clôt, Var.

Table with columns: Volume, Vendredi, Jeudi, Indices de Toronto, Haut, Bas, Clôt, Var.

Table with columns: Valeurs les plus actives, Volume, Clôt, Var.

Table with columns: Valeurs les plus actives, Volume, Clôt, Var.

Table with columns: Juniors / Mines et pétroles, Volume, Clôt, Var.

Table with columns: Mines et pétroles, Volume, Clôt, Var.

Table with columns: Volume, Vendredi, Jeudi, Indices Dow Jones, Haut, Bas, Clôt, Var.

Table with columns: Volume, Vendredi, Jeudi, Indices NASDAQ, Haut, Bas, Clôt, Var.

Table with columns: Valeurs les plus actives, Volume, Clôt, Var.

Table with columns: Indices Standard & Poor's, Haut, Bas, Clôt, Var.

Table with columns: Valeurs les plus actives, Volume, Clôt, Var.

Table with columns: Indices Standard & Poor's, Haut, Bas, Clôt, Var.

Les rapports financiers express

Table with columns: COMPAGNIES, PROFITS (PERTES) (\$000), REVENUS BRUTS (\$000), Résultats en dollars canadiens.

Do Jones dépasse les 8500

Les perspectives de profits plus élevées dans les grandes sociétés américaines ont eu une influence heureuse sur les transactions boursières et l'indice Dow-Jones a clôturé en hausse de 55,05 pour atteindre 8545,73 points.

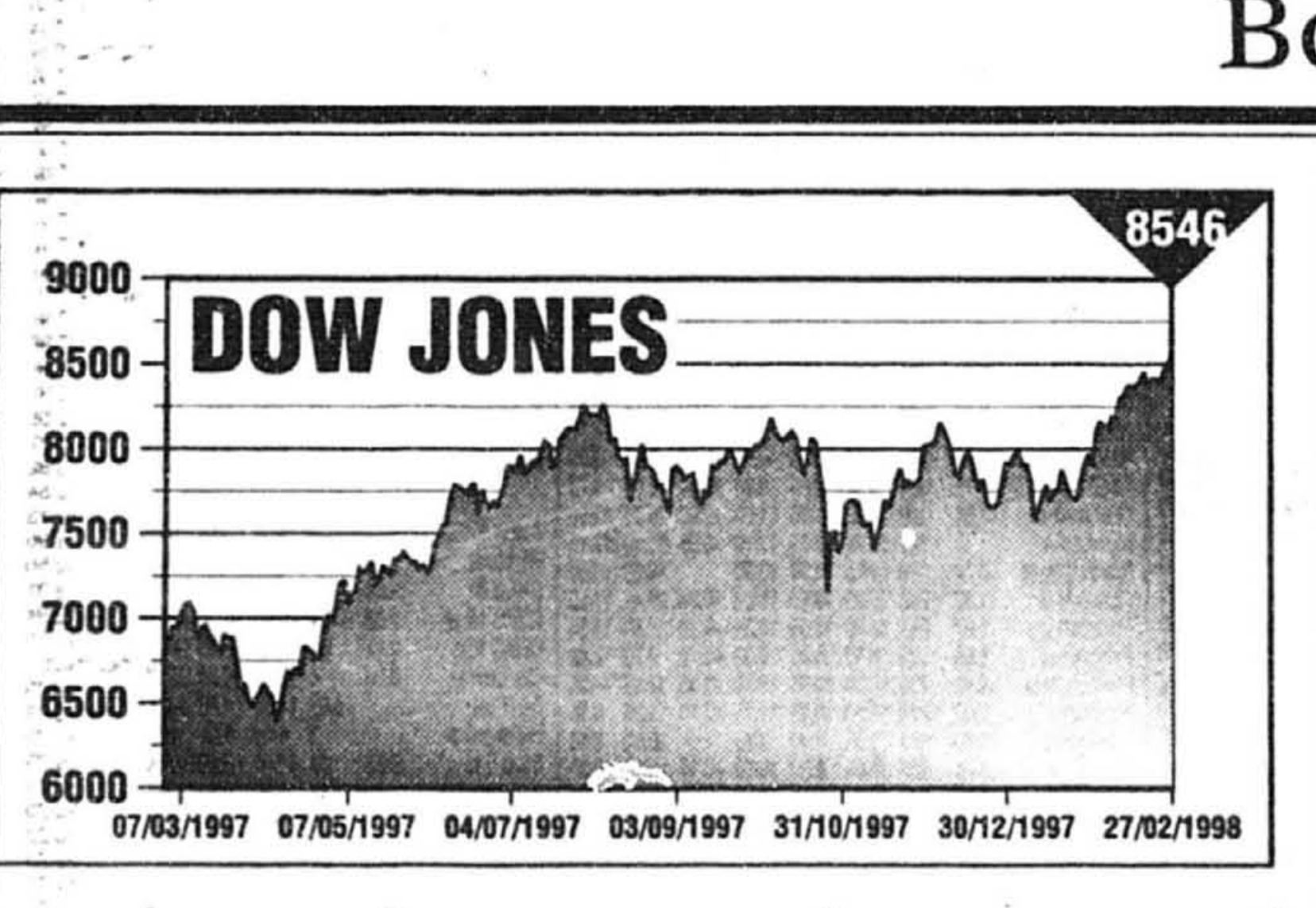


Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Table with columns: Valeurs, Div, Vente, Haut, Bas, Fem, ch, Net.

Fonds communs de placement

La revue hebdomadaire des fonds communs de placement sera publiée lundi prochain.

Main table listing various mutual funds with columns for fund name, category, and performance metrics.

Advertisement for Talvest / Hyperion funds, featuring performance charts for 1, 2, and 3 years, and 1, 3, and 5 year returns.

Bourse de Montréal

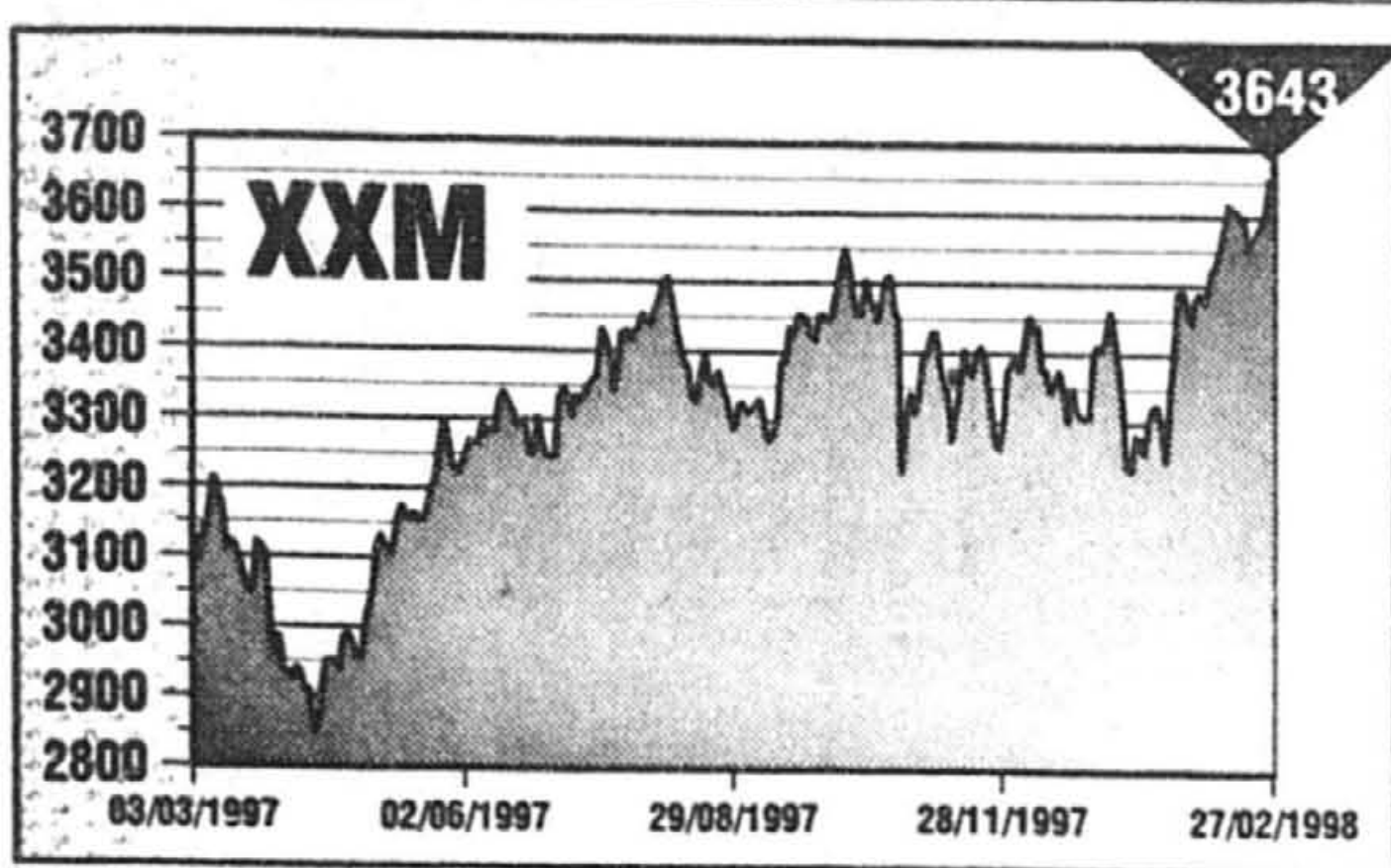


Table of stock market data including indices (G.W. Index, S&P 500, etc.), various stock prices, and market statistics.

Comment lire les cotes financières

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Les valeurs des titres sont exprimées en dollars. Seules les deux premières décimales apparaissent.

Div = Dividende par action sur une base annuelle. CB = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Warrant = Titre assujé à une réglementation spéciale. Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Faites appel aux forces de la nature



Explorer XLS 98 4 x 4, 4 portes

CHOISISSEZ LE PAIEMENT QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX. Mensuel: 359\$ (hors taxes). Mise de fonds: 3995\$.

PREMIÈRE MENSUALITÉ EXIGÉE. IMMATRICULATION, ASSURANCES ET TAXES EN SUS. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 36 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent.

- Moteur V6 de 4 litres. Boîte automatique 5 vitesses. Climatiseur. Groupe électrique. Programmeur de vitesse/volant réglable. Glaces unidirectionnelles. Jantes en aluminium. Radio AM/FM stéréo/cassettes.



Vos concessionnaires Ford et vos concessionnaires Lincoln Mercury www.acfmq-qc.ca

Transports inclus

Table listing various transportation services and their rates.

FAITS SAILLANTS

Table of key market facts and statistics.

CONTRATS À TERME

Table of forward contracts for various commodities.

Options canadiennes

Table of Canadian options contracts.

Options canadiennes (continued)

Table of Canadian options contracts (continued).

Options canadiennes (continued)

Table of Canadian options contracts (continued).

Options canadiennes (continued)

Table of Canadian options contracts (continued).

Options canadiennes (continued)

Table of Canadian options contracts (continued).

Options canadiennes (continued)

Table of Canadian options contracts (continued).

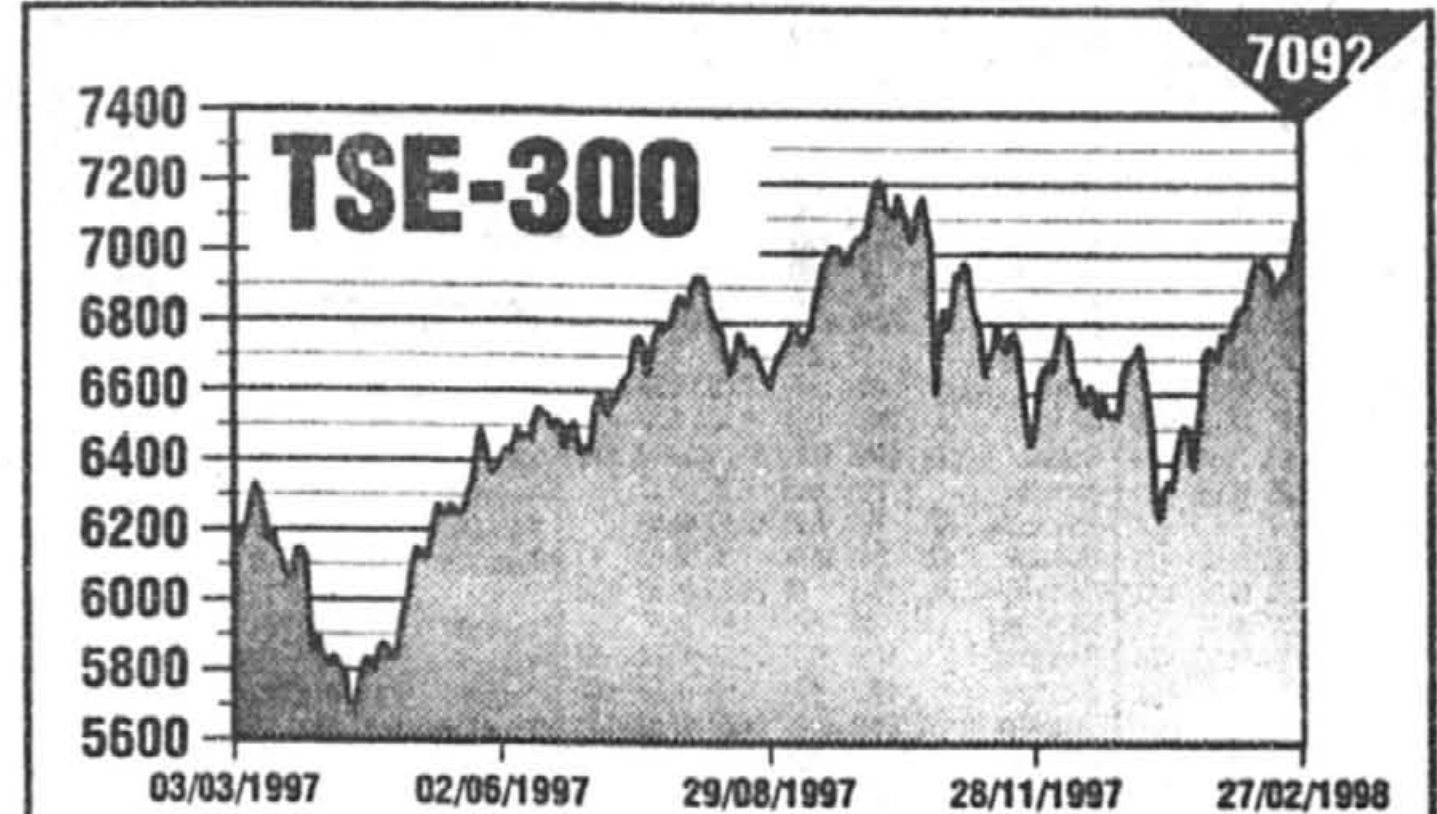
Options canadiennes (continued)

Table of Canadian options contracts (continued).

Options canadiennes (continued)

Table of Canadian options contracts (continued).

Bourse de Toronto



Infographie La Presse

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, and change. Includes sections for 'A/B' and 'D/F'.

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, and change.

G

Table of stock market data for companies in the 'G' section, including columns for company name, price, and change.

H/J

Table of stock market data for companies in the 'H/J' section, including columns for company name, price, and change.

N/O

Table of stock market data for companies in the 'N/O' section, including columns for company name, price, and change.

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, and change.

R/S

Table of stock market data for companies in the 'R/S' section, including columns for company name, price, and change.

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, and change.

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, and change.

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, and change.

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, and change.

Advertisement for 'FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL' with the slogan 'Si vous préférez lire la section VOYAGES plutôt que celle-ci, appelez-nous'. Includes contact information for the bank.

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, and change.

NASDAQ

Table of NASDAQ stock market data with columns for Volume, Ventes, Haut, Bas, Form., and various stock symbols like A/B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Bourse de Vancouver

Table of Bourse de Vancouver stock market data with columns for Volume, Ventes, Haut, Bas, Form., and various stock symbols like A/B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Bourse de l'Alberta

Table of Bourse de l'Alberta stock market data with columns for Volume, Ventes, Haut, Bas, Form., and various stock symbols like A/B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.